

alternatives

non violentes



BACC

*Pour une autre
DÉFENSE*

JUIN 76

17

revue bimestrielle

80 P 6112

5 f

3000' 3000' 3000' 3000'

17

éditorial

« Il faut bien se défendre, tout de même ! » : quel est le non-violent qui n'a pas entendu mille fois cet argument dans la bouche de ses contradicteurs ? Pour beaucoup, c'est en effet l'argument décisif pour « clouer le bec » aux non-violents, et renvoyer leur « rêve idéaliste » dans le magasin, déjà bien rempli, des utopies sympathiques mais sans intérêt. A droite, on reprochera aux non-violents d'offrir généreusement le territoire national au premier envahisseur venu. A gauche, après avoir constaté un accord assez grand dans la critique de l'appareil militaire capitaliste et de la militarisation généralisée, on se séparera des non-violents, leur reprochant de négliger la nécessité de défendre la révolution (ou le socialisme, ou les acquis des luttes populaires, etc...) contre la répression interne (putschs) ou externe (invasion impérialiste).

C'est alors que le militant non-violent, tout heureux de prendre son adversaire à contre-pied, lui sort sa « botte secrète » : la non-violence n'est pas la non-défense, au contraire ! Car il y a la Défense Populaire Non-Violente. Mais en présentant de cette manière l'alternative D.P.N.V., on risque fort d'en faire simplement un remède-miracle qui « remplace » aussi bien l'armée capitaliste que l'armée populaire, un gadget ingénieux et nouveau. On oublie qu'un débat préalable à toute présentation sérieuse et crédible de la DPNV doit porter sur la notion de Défense elle-même : Pourquoi se défendre ? Quelle société défendre ? Ce qui est menace pour les uns n'est-il pas espoir pour d'autres ? Peut-on définir des menaces dans l'abstrait, indépendamment de ce qu'il y a à défendre ? Sur qui doit reposer la fonction de défense ? etc... etc... Toutes questions qui (qu'on le veuille ou non) ne peuvent recevoir de réponses qu'à partir d'options politiques.

Il est d'ailleurs significatif que, par delà les débats récents sur l'armée (et qui ne vont pas manquer de se ranimer autour du film Le Pont de singe, à voir absolument !) ce sont ces questions-là qui sont posées, et non pas d'abord des questions de stratégie ou de techniques militaires. C'est dans cet esprit que nous avons bâti ce numéro : enracer les propositions « non-violentes » dans le débat actuel sur la défense, dans la lutte contre certains aspects de la militarisation, dans les questions posées par la construction de l'Europe, etc...

Le morceau le plus important est constitué par la retranscription d'une Table Ronde sur les problèmes de Défense qui a rassemblé des représentants de la CFDT, du PSU et du MAN :

ce document nous a paru d'un grand intérêt, malgré sa longueur et son désordre (une discussion ne peut guère avoir la clarté et la rigueur d'un article écrit !), précisément parce qu'il aborde les problèmes de Défense en fonction d'une option politique commune aux 6 participants : le socialisme autogestionnaire. La participation d'un représentant du P.S. était prévue et n'a été décommandée qu'au dernier moment : nous le regrettons d'autant plus que cela a enlevé à la discussion beaucoup d'occasions d'affrontement utile, notamment sur la force de dissuasion.

Si la question des ventes d'armes est un problème politique qui concerne tous les citoyens, la lutte concrète contre cette politique et contre l'ensemble de la militarisation de l'économie passe par le « contrôle ouvrier » sur l'industrie de l'armement ; c'est pourquoi nous avons demandé à un travailleur de l'armement, militant CFDT, de raconter comment en 20 ans de lutte patiente, il a essayé de poser ce problème à ses camarades.

Le dernier article du numéro est une traduction de l'allemand : il faut savoir, en effet, que la recherche théorique sur les formes de défense non-violente est beaucoup plus développée dans certains pays d'Europe que chez nous. Un récent congrès de Polémologie (= science des conflits !) a rassemblé à Bruxelles, en mars, une vingtaine de chercheurs européens en ce domaine. Il semble malheureusement que beaucoup d'entre eux se refusent à préciser les options politiques de leur recherche sur la défense, ce qui explique une certaine stagnation de leur recherche en ce moment. Ce n'est pas le cas de Th. EBERT ; ses

articles devraient être davantage traduits et connus en France, car ils participent vraiment de très près à l'effort de recherche qui est le nôtre : ne pas présenter la Défense Populaire Non-violente comme une « solution de remplacement » de l'armée, mais comme une alternative, ce qui est tout différent ! Un « remplacement » pourrait laisser croire qu'on veut faire la même chose, mais autrement ; alors qu'une alternative indique une autre voie : pas seulement d'autres techniques de défense, mais aussi d'autres objectifs, et même d'autres « raisons » de se défendre.

Le débat sur la DPNV ne fait que commencer : à l'heure où, pour les peuples du monde entier, une des menaces principales vient précisément des instruments de « défense » eux-mêmes, à l'heure où les technologies militaires apparaissent comme de plus en plus incontrôlables par les peuples et de plus en plus monopolisées par des spécialistes, à l'heure où la course aux armements fait apparaître comme suicidaire tout recours à la violence organisée et où la militarisation généralisée donne aux classes dominantes des moyens encore jamais vus pour empêcher ou réprimer tout mouvement populaire, la Défense Populaire Non-violente apparaît de plus en plus (y compris à ceux que le mot « non-violence » laisse indifférents ou hostiles) comme le seul recours efficace pour ceux qui ne veulent pas se résigner au statu quo, pour ceux qui veulent contrôler et maîtriser les moyens mêmes de leur lutte et de leur défense.

Christian MELLON.

C. F. D. T. P. S. U. M. A. N.

table ronde sur LA DÉFENSE

avec Pierre AUTEXIER, Patrice GARNIER (CFDT),

Claude BOURDET, Alain JOXE (PSU),

Jean-Marie MULLER, Jacques SEMELIN (MAN).

A.N.V.

Les organisations que vous représentez se situent clairement dans la perspective du socialisme autogestionnaire. Avant de voir comment se pose le problème de la Défense d'un tel socialisme, il faut analyser les réalités actuelles de l'armée et de la militarisation. Quelles sont vos analyses sur ce qui se passe en ce moment ?

JOXE.

Il est très difficile de parler à la fois de la situation actuelle en France et du projet socialiste autogestionnaire : on est pris dans une situation concrète, celle d'une lutte de certains secteurs de l'armée qui demandent diverses formes de démocratisation. La réaction brutale du Gouvernement laisse supposer qu'il a des projets incompatibles avec un certain degré de démocratisation. On peut aussi estimer que le gouvernement n'a pas de doctrine, et qu'il est dans une situation d'hésitation beaucoup plus considérable que sa fermeté apparente ne le laisse supposer. Il y a, dans l'appareil militaire une crise de **doctrine** stratégique et une crise militaire proprement dite.

La crise stratégique vient de la difficulté profonde à distinguer un ennemi et à prévoir une situation dans laquelle on enverrait sur cet ennemi les armements dont

nous disposons. Les militaires demandent toujours des tâches relativement claires et populaires : c'est précisément ce qu'on ne peut pas leur donner. Le gouvernement ne peut donner à l'armée française ni des tâches claires, ni des tâches populaires : il lui donne ce qu'on pourrait appeler des tâches obscurément antipopulaires. Cela crée un malaise profond, parce qu'on n'est plus à l'époque où une armée se sentait suffisamment justifiée par les menaces extérieures : il y a un doute sur la réalité d'une menace extérieure, et il faudrait, de toutes façons, que l'ennemi traverse l'Allemagne avant d'arriver en France... En ce qui concerne les menaces intérieures, il n'y a pas de doctrine très ferme, sinon que, théoriquement, l'armée n'intervient pas pour réprimer les troubles internes, sauf en toute dernière nécessité. Son rôle principal est sensé être la défense extérieure du territoire. Il y a donc là une crise due en partie à ce qui se passe en France, mais aussi à ce qui ne se passe pas en France, et dont le gouvernement n'est donc pas maître.

Ce qui ne se passe pas en France, c'est l'évolution des systèmes d'armements en dehors du nôtre : il y a actuellement la mise en place de toute une série de nouveaux armements classiques sophistiqués, qui ouvrent un champ de bataille classique en-dessous des opérations nucléaires. Les U.S.A. ont une grande richesse d'options, due à leurs investissements importants dans l'industrie d'armements : à travers la standardisation, ils essaient

d'imposer leurs produits à l'ensemble des pays européens. On se trouve donc devant des options auxquelles il faut répondre, et pas seulement sur le plan tactique, mais aussi sur le plan stratégique : et là, c'est le vide. Nous avons, en effet, actuellement une armée qui est basée sur la colonne de chars (avec les Pluton), et puis l'armement nucléaire stratégique au-dessus ; mais on n'a rien prévu pour ces « nouveaux fantassins » qui se profilent à l'horizon. Le seul qui ait prévu quelque chose, à mon avis, c'est Brosselot (sur le plan strictement militaire, du reste) ; il a tiré, à partir des impératifs tactiques de ces nouveaux systèmes d'armes, des déductions stratégiques. Il nous présente l'image d'une infanterie totalement nouvelle.

Ce qui nous intéresse directement, dans une perspective « autogestionnaire », c'est que ces « nouveaux fantassins » vont être dans une situation tout à fait nouvelle par rapport au Commandement : on peut prévoir une espèce de desserrement du dispositif sur le nouveau champ de bataille, qui est un desserrement stratégique, et non plus seulement tactique. L'isolement du combattant est plus grand : il n'est plus rattaché au Commandement que par un système de contrôle et de communication très raffiné. Il faut donc que sa discipline soit encore plus intérieurisée. Les forces politiques qui sont actuellement au Pouvoir hésitent devant le dilemme posé par la réforme de l'Infanterie qui se prépare : ou bien on s'achemine vers une armée de métier, puisqu'on ne peut pas utiliser l'enthousiasme (il n'y en a pas) et qu'on est donc obligé de l'acheter. Ou bien on s'achemine vers une armée où la conscription, très courte, devient la chose ultra-moderne (système des « milices ») : mais, pour cela, il faut un consensus social, il faut une nouvelle alliance de classes. On peut presque dire que ce nouvel armement, après tout, est compatible avec le socialisme s'il est mis en place par un gouvernement de gauche... Et il est compatible avec une certaine dose de réformisme s'il est mis en place par un gouvernement réformiste. Mais le gouvernement que nous avons n'est même pas réformiste ; par conséquent, la tentation de l'armée de métier est assez forte.

MULLER :

Je crois, comme toi, que le gouvernement n'a pas de doctrine : il y a actuellement une mutation des

données des problèmes de la Paix et de la Guerre qui est très rapide et qui devrait entraîner une mutation de la doctrine militaire. Or, pour de nombreuses raisons qui tiennent à la « tradition militaire », l'armée est la dernière structure à s'ouvrir à cette nécessité : l'appareil militaire n'est pas ajusté aux exigences de la mutation.

Il est absolument fondamental de relier les problèmes militaires aux problèmes politiques : comme le dit une phrase célèbre de Clausewitz (qui reste plus que jamais le penseur militaire à la mode), « la guerre est la continuation de la politique par d'autres moyens », ce qui ne signifie pas, comme on le croit généralement, que la politique est déjà la guerre, mais que la guerre est encore la politique. La guerre n'est qu'un moyen au service d'une politique... Or, actuellement, on ne voit absolument pas, dans le discours du gouvernement, au service de quelle politique se trouve notre armée, ni éventuellement notre guerre. Pour moi, la guerre ne peut plus être le prolongement d'une politique en raison d'une part de la nature même des problèmes politiques qui se posent aujourd'hui et d'autre part de la mutation technique des armements et de leur sophistication.

La militarisation actuelle, la course aux armements (qui devient folle, comme on dit d'un camion qu'il devient fou) n'a pas d'enjeu politique. Le rythme de la course aux armements, c'est simplement le rythme de développement des techniques. Cette course aux armements, qui essouffle nos sociétés, n'a pas d'autre but que de moderniser les armements. Un armement plus moderne en chasse un autre sans que cela soit exigé par une raison d'ordre politique, ni même par un argument puisé dans une doctrine militaire.

Par ailleurs, toute l'histoire des rapports entre l'armée et la société montre qu'il y a une inadéquation de l'appareil militaire par rapport à la démocratie : l'idéologie militaire est une idéologie totalitaire ; la structure militaire est une structure totalitaire : au niveau même des principes, il y a donc contradiction entre l'armée et la démocratie, alors qu'on nous présente (et de plus en plus) l'armée comme la défense de la démocratie : peut-on, avec des moyens non démocratiques, renforcer une société démocratique (quand je parle de démocratie, j'entends évidemment aussi bien la démocratie économique que la démocratie politique) ? C'est la question centrale de notre débat.

AUTEXIER :

Avant d'intervenir, nous voulons préciser que la CFDT, étant une organisation syndicale, ne met pas de limite à son champ de réflexion, mais n'appréhende pas les problèmes comme celui de l'armée de la même manière qu'un parti politique. Notre réflexion s'est faite à partir de problèmes concrets. En ce qui concerne la situation immédiate, il faut rappeler que le Mouvement ouvrier, dans son ensemble, et notamment le syndicalisme français, a derrière lui une longue tradition d'internationalisme et de solidarité avec les peuples en lutte. Une des grandes perspectives du syndicalisme est la lutte pour la paix et le désarmement. Il faut aussi rappeler que, quand les circonstances l'ont exigé, le peuple a su défendre ce qu'on appelle l'indépendance nationale et les libertés. Le Mouvement ouvrier s'est toujours élevé contre ce que nous appelons la confiscation de l'armée par la droite. On a fait jouer à l'armée des rôles de soutien des intérêts coloniaux, de briseuse de grèves (cf. la grève des P.T.T., des éboueurs, etc...). Nous ne pouvons pas tolérer, en tant qu'organisation syndicale, que l'armée soit utilisée de cette façon.

Pour l'immédiat, nous disons que l'armée ne peut pas être un champ isolé de la nation, au milieu de la société : elle ne peut pas être un havre de paix dans une société traversée par des luttes sociales importantes. Elle doit être liée intimement à la vie nationale : la crise qui la traverse est due essentiellement à une inadéquation entre le peuple et l'armée. Nous disons donc qu'un débat public devrait s'ouvrir, non seulement avec les militaires mais avec toute la nation. La Défense n'est pas l'affaire uniquement des militaires, mais c'est l'affaire de toute la nation.

MULLER :

Nous sommes d'accord, semble-t-il, pour dire qu'actuellement l'armée est au service du capitalisme. Mais est-ce qu'il suffirait que la gauche vienne au pouvoir pour que l'armée soit au service d'une politique de gauche ? Je voudrais rappeler ici un point qui avait été au cœur du débat dans la « commission Défense » des assises du socialisme : ce qui caractérise le socialisme autogestionnaire, c'est d'affirmer qu'il ne suffit pas que le gouvernement soit aux mains de la gauche pour qu'il y ait un gouvernement de gauche, et qu'il faut changer les structures même de l'appareil étatique pour s'engager

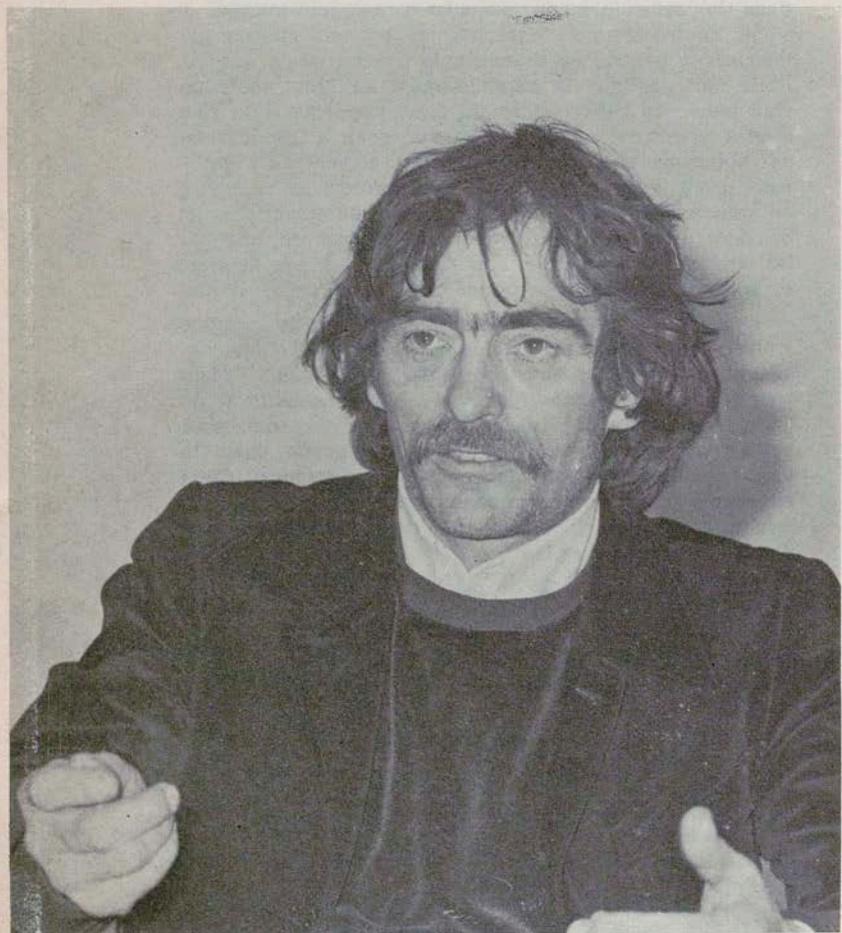
dans la dynamique du socialisme autogestionnaire. Il s'agit de transformer l'Etat par les moyens mêmes par lesquels la gauche va organiser la gestion de la société. Il ne faut pas que le dépérissement de l'Etat reste un vœu pieux, qu'il soit seulement l'hommage que « le vice rend à la vertu ». Le communisme a rendu à l'anarchisme cet hommage en parlant du « dépérissement de l'Etat » mais il n'a jamais pris les moyens concrets de le mettre en œuvre. Pour qu'il y ait un Etat « de gauche » (si on peut employer cette expression) il faut en changer les structures mêmes : les structures ne sont pas neutres, et les structures étatiques sont des structures de droite.

Le problème de l'armée ne se pose-t-il pas de la même manière ? Aura-t-on une armée de gauche en changeant simplement sa **mission** ? Je ne le pense pas ; il faut changer en profondeur l'idéologie et les structures de l'armée pour qu'elle soit au service du socialisme autogestionnaire. Il faut qu'il y ait **cohérence entre le projet politique et les techniques de défense**. C'est pourquoi, de la même manière qu'on parle du dépérissement de l'Etat, il faut parler du **dépérissement de l'armée**.

Là encore, il importe de ne pas en parler en termes d'utopie, ou en renvoyant la chose au jour où la révolution sera terminée : cela doit passer à travers le choix que nous faisons aujourd'hui des **moyens** mêmes que nous prenons pour lutter contre la militarisation, contre l'armée capitaliste, pour une nouvelle société et une nouvelle défense. Est-ce que nous sommes d'accord sur cette notion de « dépérissement de l'armée » ? Suffit-il vraiment, comme semblait le dire Joxe, que le gouvernement soit de gauche pour régler le problème ?...

JOXE :

Ce n'est pas du tout ce que j'ai voulu dire. J'ai essayé de replacer la crise actuelle dans le contexte concret de la situation militaire telle qu'elle est actuellement. On peut résumer ce qui a été dit en distinguant deux contradictions : il y a une contradiction au sein des classes dominantes ; et puis il y a une contradiction entre la population et l'armée. Je ne pense donc pas que l'arrivée au pouvoir d'un gouvernement de gauche résoudrait les problèmes. Je dis seulement que la nature de classe du gouvernement qui mettra en place les réformes (qui sont rendues inévitables par une certaine évolution des armements) déterminera la nature de classe de la



Alain JOXE Photo G. Didier

réforme. Il y a une réforme technique qui va venir de toutes façons et c'est une des raisons de la crise. Mais au fond, il n'y a pas de solution technique seule : la solution technique qui est dans l'air, on voit bien que c'est quelque chose comme les milices de Hernu... Mais si les milices de Hernu sont mises en place par un

gouvernement de droite, ce ne seront pas les milices de Hernu ! On ne peut pas faire une réflexion sur l'armée idéale, sans savoir **qui** met en place cette armée idéale... Il n'y a donc pas de réforme sectorielle qu'on puisse adopter et qui fasse l'accord de tout le monde : tout dépend de **qui** met en place et pourquoi... Or, il y a effectivement une possibilité réelle de voir se mettre en place une armée d'un type nouveau, avec davantage de volontariat, des sortes de milices, etc... Mais on ne sait pas qui va faire ça, avec quelle organisation, quel corps d'officiers de réserve, quelle mentalité, qui contrôlera les postes de commandement, jusqu'à quel point le recrutement sera dû au hasard ou à une sélection soigneeuse, etc...

Si le P.S.U., depuis 1972, préconise la syndicalisation des militaires, c'est parce qu'il refuse de baser le contrôle de l'armée sur une échéance électorale, ni sur une réforme technique : il faut qu'il y ait autre chose, c'est-à-dire le poids des organisations populaires de masse.

AUTEXIER :

Pour nous, nous sommes tout à fait conscients qu'un pouvoir de gauche ne résoudra pas les problèmes d'un coup de baguette magique ; c'est pourquoi nous avançons un certain nombre d'idées :

Nous disons d'abord que les grandes options de la défense nationale ne peuvent pas être prises par quelques-uns : c'est l'affaire du peuple entier, civils et militaires. Certaines questions mériteraient un débat national : défendre quoi ? contre qui ? quelle organisation de l'armée ? pour assurer quelles missions ? Nous disons également que la défense d'un peuple ne dépend pas de ce qu'on appelle la garde aux frontières : il faut désormais un **consensus populaire**, qui dépend étroitement de l'attachement du peuple à son système économique, social, politique et (pourquoi pas) spirituel. Il faut, autrement dit, que le peuple soit motivé, et profondément, contre une agression, pour défendre un patrimoine qui est le sien et qu'on pourrait appeler « les acquis collectifs du peuple ». Il est nécessaire que chaque citoyen se sente responsable personnellement de ces acquis. C'est en ce sens-là que nous pensons qu'un gouvernement de gauche changerait notamment la situation.

MULLER :

Est-ce que sur la notion de « dépérissement de l'armée » vous seriez d'accord ?

AUTEXIER :

Dans la situation actuelle, nous n'avons pas prononcé cette expression, ni été dans ce sens-là dans nos réflexions.

JOXE :

Le dépérissement de l'armée supposerait résolus toutes sortes de problèmes...

AUTEXIER :

... Et notamment qu'il n'y ait plus à prévoir d'agressions contre le système politique que le peuple se serait librement donné.

SEMELIN :

Malgré tout, n'y a-t-il pas une certaine lacune de la réflexion socialiste sur ce problème, dans la mesure où le dépérissement de l'armée n'a pas été vraiment perçu comme lié au dépérissement de l'Etat ? Il y a dans une certaine pensée marxiste autogestionnaire toute une problématique du dépérissement de l'Etat et toute une stratégie pour y arriver ; alors que sur le problème de l'armée, c'est le flou... Il nous semble intéressant d'appliquer à l'armée, corps répressif étroitement lié à l'Etat, la stratégie proposée pour le contrôle du pouvoir d'Etat en vue de son déperissement. Si la lutte pour le socialisme exige une stratégie du déperissement de l'Etat, alors elle implique également une stratégie du déperissement de l'armée. Sinon il y a une insuffisance politique.

Pierre Autexier dit qu'il est important de créer un consensus collectif pour la redéfinition d'un projet de défense. Mais il est intéressant de noter que cela remet en cause le concept de **nation**... Car il semble bien que l'idée de défense « nationale » correspond à une théorie des conflits quelque peu dépassée : on pensait jadis qu'on pouvait se battre pour des intérêts nationaux qui, à mon avis, n'étaient que des impérialismes nationaux. Mais

aujourd'hui, le développement des firmes multinationales interdit de poser ainsi le problème : ce n'est plus un consensus « national » qui est nécessaire, mais un consensus « populaire »...

Dans la logique de cette perspective, c'est le principe militaire lui-même qui doit être remis en cause : car ou bien l'armée se fond dans le peuple et éclate en tant que telle, ou bien le peuple remet en cause le principe d'une défense armée, et cherche à assurer sa défense par lui-même.

A.N.V.

Il semble que nous soyons tous d'accord pour relier étroitement les problèmes militaires à une perspective politique. Pour aller plus loin dans notre débat sur les moyens et les techniques de Défense, il importe donc de clarifier les objectifs politiques d'une Défense : pourquoi se défendre ? contre quoi ? quelles sont les « menaces » par rapport auxquelles il faut situer nos projets de défense ?

SEMELIN :

On ne peut pas définir des menaces dans l'abstrait : nous sommes conduits à nous situer par rapport à notre projet socialiste pour définir ce que pourraient être des menaces pour nous ; car c'est précisément l'avancée vers le socialisme qui va susciter des réactions contre lesquelles il faudra se défendre. C'est notre stratégie offensive (politique) qui va permettre de définir en retour une stratégie défensive. Que ce soit dans un schéma de type chilien (contrôle partiel de l'Etat par la gauche), ou dans un schéma de type Mai 68 (accélération des luttes sociales et populaires), les agressions se définissent par rapport à l'avancée vers le socialisme.

Ces agressions sont idéologiques et économiques d'abord : la classe dominante, à travers ses moyens d'information, fait croire par exemple que ce sont des agitateurs à la solde de l'étranger qui mènent le mouvement ; en même temps, grâce au tissu de relations internationales capitalistes, la classe dominante prend un certain nombre de mesures économiques et financières pour bloquer la progression socialiste. C'est seulement quand ce travail de sape, économique et idéologique, est assez avancé que l'agression militaire peut se produire, sous forme de putsch intérieur ou d'agression extérieure.

GARNIER :

Sur ce problème des menaces, le plus grand risque est de faire de la politique-fiction. On peut craindre que la bourgeoisie et l'impérialisme aient toujours un peu plus d'imagination que nous... Plutôt que de faire une liste de menaces qu'on voudrait exhaustive, il vaut mieux partir du mode de transformation de la société : pour nous, CFDT, les luttes sociales étant un élément moteur de la transformation sociale, ce sont ceux qui prennent part à ces luttes qui se sentent motivés pour défendre quelque chose.

Dans un moment de transformation sociale, ce qui risque de se produire, c'est des agressions de toutes formes : idéologiques, économiques, culturelles, militaires... Le consensus populaire dont parlait Pierre Autexier n'est pas un consensus idéologique, né de gens qui, par hasard, pensent la même chose : il vient d'une lutte concrète commune. Ce type de consensus peut exister au niveau national, quand il y a quelque chose à obtenir, quelque chose à gagner. Reste à considérer l'ensemble des moyens qui seront à notre disposition pour faire face à toutes ces menaces ; mais quand il y a un enjeu visible, concret, on peut faire confiance à l'imagination des travailleurs pour trouver de nouvelles formes de lutte correspondant au problème posé.

La Défense nationale, pour nous, n'est évidemment pas quelque chose de restreint à un aspect militaire qui serait en dehors de la société ; mais c'est bien une défense globale, celle du système économique, social, politique que l'ensemble de la population se sera donné.

JOXE :

Si l'on part des luttes concrètes, il faut bien voir qu'actuellement elles sont relativement défensives sur ce problème de la défense nationale. On sait à peu près la défense qu'on ne veut pas, en fonction des luttes qu'on veut mener. Mais c'est un tout autre problème que de savoir quel type de défense nationale on voudrait si on était en position d'organiser la société... De même que le contrôle ouvrier et le contrôle populaire préfigurent l'autogestion, de même les luttes actuelles préfigurent probablement dans leur déroulement même les formes d'organisation, l'idéologie, la volonté autogestionnaire qui pourront ultérieurement présider aux réformes de la « défense nationale ». Cela signifie que nous n'avons pas à nous donner pour tâche d'apporter une pierre à la solution d'une problématique globale sur la meilleure défense nationale possible ; c'est une **tentation** qui existe dans de très larges masses, on ne peut donc pas se dispenser de réaffirmer quelques principes assez généraux : on a quelque chose à défendre, et donc tout ce qui se passe au niveau gouvernemental ne peut pas être une affaire de clique et doit tenir compte des forces populaires.

On sait bien que les menaces contre lesquelles on doit se défendre sont des menaces qui pèsent sur certaines luttes. Elles sont très variées, pas seulement militaires. Mais si l'on parle plus précisément des questions militaires, il est sûr qu'il y a des luttes à mener, car certaines menaces pèsent sur la société du fait d'une certaine évolution du système militaire. Il y a par exemple la très forte concentration de l'information, du traitement de l'information (et pas seulement dans le domaine militaire d'ailleurs) qui pose la question de la démocratisation : comment démocratiser un terminal d'ordinateur ? C'est un problème sur lequel l'ensemble de la gauche autogestionnaire n'a pas encore suffisamment réfléchi.

AUTEXIER :

Dans la pensée populaire, quand on parle d'agression, on pense immédiatement agression aux frontières. A la CFDT on met au contraire l'accent sur d'autres types d'agression : il y a par exemple actuellement une agression économique permanente par le développement des sociétés multinationales ; il est très important de saisir

que c'est une agression au sens véritable, bien qu'elle soit économique et non militaire.

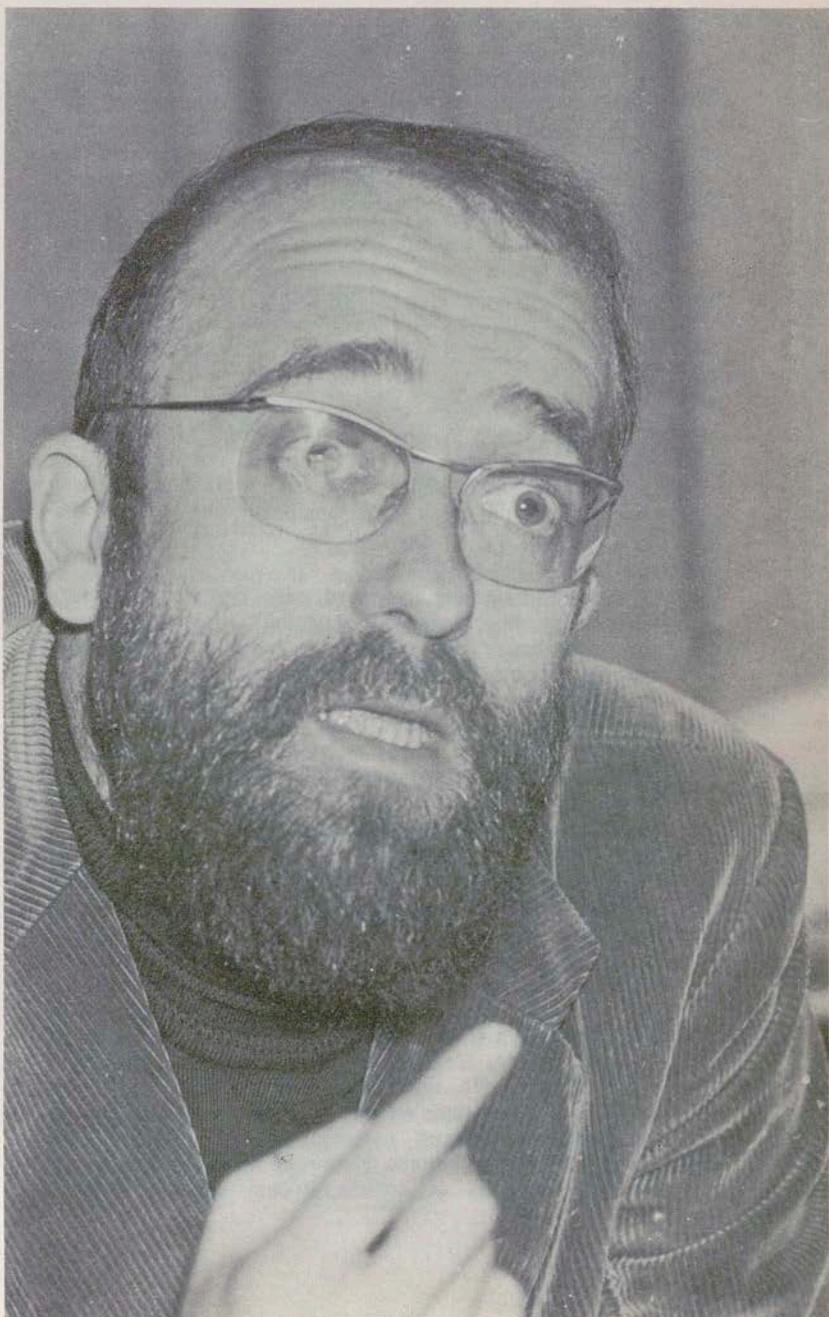
BOURDET :

Il ressort de la doctrine officielle, en partant de l'ordonnance de 1959 (qui est le pilier de cette pensée) jusqu'aux déclarations récentes de divers généraux, que la menace extérieure est considérée comme un phénomène presque secondaire. Ce n'est pas par erreur que, dans le texte de l'ordonnance de 1959, le mot « menace » est utilisé de façon tellement vague. C'est parce que les dirigeants de « l'**Establishment** » pensent que le conflit extérieur est improbable, ou que, s'il se produisait, il aurait un aspect tellement catastrophique que plus aucun plan ne servirait à rien. Le dispositif militaire est donc orienté vers des possibilités plus vraisemblables : ce qu'ils appellent la subversion, l'agression intérieure, etc. Il est d'ailleurs vrai que, en Europe, il faut s'attendre surtout à des situations où (pour des raisons politiques ou économiques) des crises feront échapper le pouvoir des mains de la classe dirigeante : elle ne se sentira plus capable de contrôler ces situations par des moyens classiques. Même si un habillement de menace extérieure peut éventuellement être donné, c'est cette perspective-là qui est la principale perspective sérieuse d'utilisation de l'armée. C'est, de leur point de vue, la véritable menace ; c'est pour cela que l'ordonnance de 1959 est tellement vague, et c'est pour cela qu'elle a déjà été utilisée pendant la grève des mines de 1963. Il faut donc que la gauche prenne la même attitude et se dise que c'est bien de ce genre de menace-là qu'il s'agira : venant non pas de nous, mais de la droite.

MULLER :

Il y a un accord assez général pour dire que la défense est un problème global, qui ne se pose pas au moment où les frontières sont menacées, mais que les agressions multiples sont actuelles : ce sont celles que le peuple subit du fait du système économique, idéologique, politique, et du fait du système militaire aussi. La militarisation est une agression. Ceci est très clairement symbolisé, par exemple, par le problème du

Jean-Marie MULLER Photo G. Didier



Larzac ; l'armée vient chasser les paysans de chez eux, et un paysan a même pu dire : « Moi, je suis militariste, et c'est parce que je suis militariste que je me défends puisque l'armée est faite pour me défendre et, là, elle m'attaque ! ». On peut aussi parler des tribunaux militaires : c'est véritablement une agression contre les citoyens que cette justice militaire « qui est à la justice ce que la musique militaire est à la musique »...

BOURDET :

Tu es dur pour la musique militaire !

MULLER :

En tous cas je ne crois pas l'être trop : tout dépend de la conception qu'on a de la danse... Le « marcher au pas » me semble être une aliénation première dans le conditionnement militaire. Maxime Le Forestier me disait récemment qu'il essayait de composer une « marche » sur laquelle on ne pourrait pas marcher au pas, on ne pourrait que danser...

On est donc bien d'accord pour ne pas restreindre le concept de défense au domaine purement militaire. Les méthodes et les enjeux des luttes populaires sont essentiels pour concevoir et mettre en œuvre une défense populaire. C'est à ce niveau déjà que se pose le problème de la violence et de la non-violence. On constate en tous cas un intérêt nouveau pour les méthodes non-violentes dans ces luttes.

Cependant, lorsque nous abordons le problème de la défense dans son prolongement militaire, faut-il désigner comme une « tentation » l'effort fait, au-delà de la lutte contre ce qui nous semble inacceptable dans ce système là, pour concevoir une **alternative** ? Je sais bien qu'on ne peut pas préciser dans le détail ce que sera la défense dans la société autogestionnaire de nos petits-enfants. Mais je pense que la grande « tentation » de la gauche c'est précisément de **refouler le problème de la défense** et ne pas mettre l'imagination au pouvoir sur ce problème-là. Car, si la gauche ne fait pas œuvre d'imagination, elle retombera dans les sentiers battus de la droite (et on s'en aperçoit déjà dans les débats internes au P.S.), en commençant par ré-intégrer la bombe atomique, comme Hernu le fait, comme Chevènement l'accepte, et comme Becam le théorise... La

véritable tentation serait d'en rester à ce qu'on pourrait appeler la lutte contre la répression militaire : on unit ainsi de Bollardière à Krivine en passant par Bourdet, Sartre, et tout ce qu'on peut imaginer dans l'arc-en-ciel de la contestation. Mais nous savons bien que ces alliances conjoncturelles ne peuvent pas être le fondement d'une stratégie révolutionnaire. Il me semblerait donc extrêmement grave, dans notre projet socialiste autogestionnaire, de ne pas nous soucier de l'articulation entre les luttes concrètes et la défense de la société qu'elles préparent.

Il ne faut pas se cacher que l'adhésion populaire au principe de défense est profonde ; l'homme de la rue est attaché à ce qui lui donne une certaine « sécurité ». Et le gouvernement joue terriblement là-dessus... On ne peut pas se dispenser d'analyser le rôle de la **peur** dans toute collectivité humaine, car c'est sur elle que s'appuie le besoin de défense, de sécurisation. Et le gouvernement, pour faire accepter un système qui ne défend en fait que **son** ordre social, se sert très habilement de cette peur et de ce besoin de sécurité. Si la gauche n'aborde pas ce problème précis, elle risque, au moment où il se posera très concrètement, de le « résoudre » exactement comme la droite...

JOXE :

Si je comprends bien, ce que tu viens de dire vise à pousser en avant la notion de défense non-violente ?

MULLER :

C'est en tous cas pour poser le problème : on peut le résoudre différemment, mais **ce problème doit être posé**. Nous sommes tous d'accord ici sur la nécessité de lutter contre la militarisation, contre la menace qu'elle constitue à l'égard de la démocratie ; mais nous ne pourrons pas lutter efficacement contre l'armée et la militarisation si nous leur laissons leur **justification** : le besoin de sécurité, le souci d'indépendance nationale, etc... Cette justification est maniée par la droite, mais la gauche semble lui emboîter le pas : lorsqu'elle s'est précipitée, lors des derniers événements, pour se démarquer de l'antimilitarisme, on a eu l'impression qu'elle voulait garder l'ensemble du système, quitte à prévoir certaines réformes pour « démocratiser » l'armée. Mais

est-ce qu'une armée peut être démocratisée ? Quelle armée peut être vraiment démocratique ?

BOURDET :

En effet, « l'Establishment » ne peut pas avouer que l'armée a essentiellement un rôle de conservation de l'ordre établi ; ce n'est pas possible, car pour entraîner l'adhésion populaire, il doit mettre en avant son rôle de défense contre une agression extérieure. De notre côté, nous ne pouvons escamoter cet aspect : si nous refusons de considérer quel genre d'agression extérieure est réellement à craindre, quel genre de défense peut décourager cette agression extérieure, nous cédons un terrain considérable, parce que le gouvernement peut dire : « Vous admettez qu'il y a un danger extérieur, que ce danger nécessite une armée ; or il y a des règles éternelles concernant le fonctionnement d'une armée, et si vous vous insurguez contre ces règles, vous vous insurgerez contre le principe même de défense, donc vous laissez le pays sans défense devant une agression extérieure éventuelle. Sur une position pareille, vous n'êtes pas suivis par la population ». Disant cela, il aurait raison, car il est exact que la population pense toujours qu'il y a un danger permanent d'agression extérieure et que l'armée peut la défendre contre ce danger.

Il faut donc envisager cette question : peut-on se défendre par des voies militaires ? Quel type de défense peut avoir un effet de dissuasion ? N'y a-t-il pas des types de défense qui ne sont pas prévus par le Pouvoir actuel, et qui auraient un effet dissuasif ? Il est possible que ces différents types de défense aient une logique interne qui amènent à des conclusions radicalement différentes de ce qui est actuellement accepté par « l'Establishment ».

MULLER :

Je suis tout à fait d'accord avec la problématique que tu présentes là.

JOXE :

Je ne sais pas s'il peut y avoir un accord fondamental sur une perspective qui ne correspond pas à un niveau concret de lutte. Le jour où il y aura un vrai

front de lutte important pour forcer un gouvernement à envisager une défense non-violente, il y aura un rapport de forces qui permettra d'examiner concrètement la question... Mais je ne vois pas bien la différence entre « défense non-violente » et mobilisation politique organisée en général.

En ce qui concerne l'utilisation des armements tels qu'ils existent, on peut dire que c'est effectivement un problème ancien que de savoir qui est au bout de quel fusil. Mais ce qui est nouveau c'est la disparition du danger extérieur. Il faut donc montrer clairement que la notion de danger extérieur est devenue de plus en plus mythique : les Russes, pour parvenir en France, doivent quand même traverser l'Allemagne où il y a 7 000 têtes nucléaires américaines, ce n'est pas si facile ! Ou alors à quoi servent les nôtres ? C'est un problème très concret, un argument qu'on peut reprendre indéfiniment, car il est assez solide. Un autre argument, c'est de dire : l'autre ennemi, c'est nous ; parce que l'autre menace, c'est nous. Il faut ainsi démythifier sans arrêt cette fameuse « menace » qui est maintenant présente dans tous les moyens de communication de masse, menace bizarre d'une « violence » qui viendrait d'on ne sait où et qui est le triomphe de l'art de notre ministre de l'Intérieur. Toute la version Poniatowski actuelle, toute cette propagande intensive qu'on fait sans arrêt à propos de n'importe quoi sur la menace de violence, a pour but de créer en France ce qui existe actuellement aux Etats-Unis... Il y a donc une défense contre l'extérieur qui est mythique et qu'on présente comme réelle, et une défense contre l'intérieur qui est réelle (puisque il s'agit bien, pour le Pouvoir, de se défendre contre certaines actions de la classe ouvrière) et qu'on présente aux citoyens isolés, enfermés, devant leur télévision (comme ils sont isolés dans l'« isoloir »...) comme un danger extérieur informe.

Les deux menaces actuelles contre le bon sens du peuple français sont celles-là. Il n'est alors pas impossible d'imaginer qu'un consensus populaire se dégage pour dire au Pouvoir : parlons de choses sérieuses ; vous ne pouvez pas nous avoir avec vos histoires de « menaces ». De quoi parlez-vous, quand vous parlez de « défense » ? On veut en discuter. Quel est ce danger extérieur dont vous parlez ?... Il faut que ce débat soit réellement national. Je pense que le gouvernement, dans un tel débat, serait dans une situation très délicate : parler de

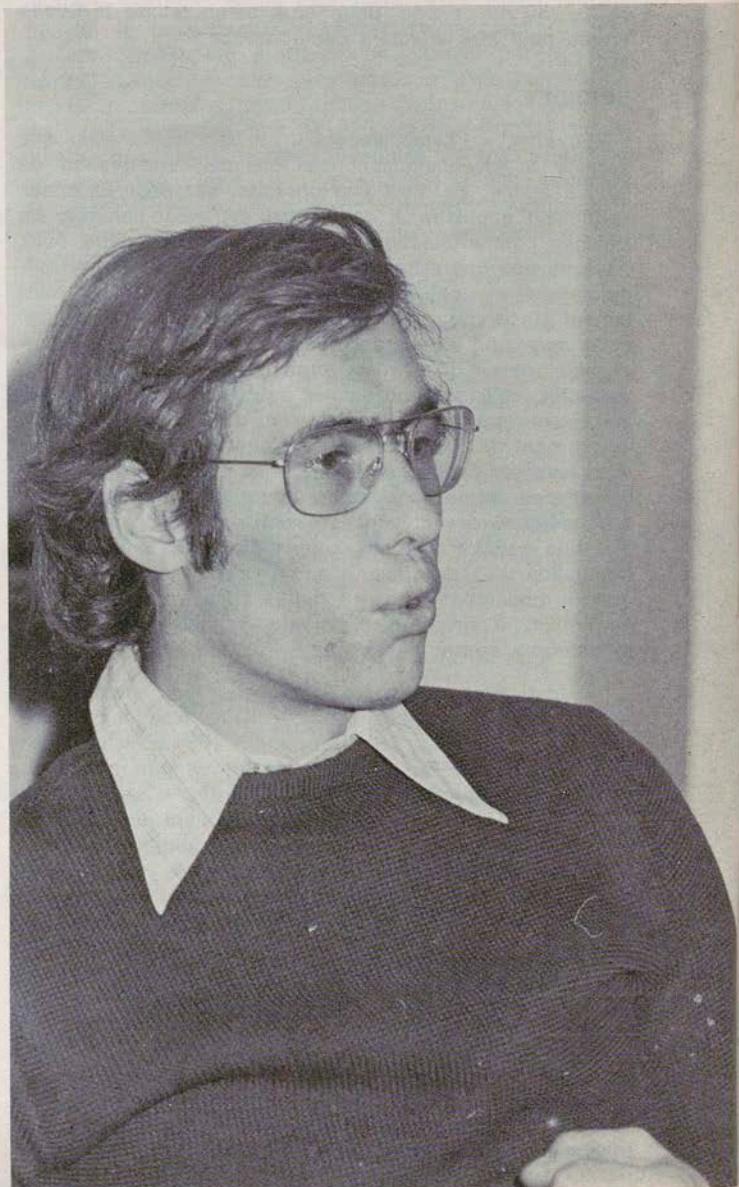
« défense nationale », quand on sait que ce sont les firmes multinationales qui dominent l'économie de plus en plus ! Sur ces trois points (défense extérieure, défense économique et défense contre la criminalité), il y a un travail de démythification fantastique à faire. Ensuite de quoi, la défense nationale reste une affaire strictement populaire, dans laquelle la bourgeoisie n'a presque rien à dire.

GARNIER :

Je voudrais marquer un point d'accord sur les processus de transition : à la CFDT, nous pensons qu'on ne peut pas arriver au socialisme autogestionnaire **n'importe comment**. On ne va pas vers une société plus égalitaire en commençant par renforcer les inégalités ; on ne va pas vers une société plus décentralisée en commençant par centraliser ; on ne va pas vers une société plus égalitaire en refusant de mettre en question la hiérarchie dans l'entreprise et dans les autres secteurs. Peut-être faudra-t-il donc, effectivement, commencer à réfléchir à **d'autres moyens** de défense ; mais en tant que syndicalistes, nous nous appuyons toujours sur les luttes concrètes. Or, à la base, ce contre quoi se battent les gars, c'est vraiment cette oppression quotidienne... Les problèmes très concrets de « l'ordinaire » sont un moyen pour commencer, dans les casernes, à poser un certain nombre de problèmes.

MULLER :

Il est évident qu'il faut partir des luttes populaires à la base. Mais prenons l'exemple de Belfort-Montbéliard, où des comités anti-nucléaires se sont créés pour lutter contre l'installation d'un régiment de Pluton au camp des Fougerais, au centre même de la zone industrielle de Belfort-Montbéliard. La population s'est sentie agressée par cette installation de Pluton. Quand on va là-bas, et qu'on parle avec les gens, on voit bien que tout de suite on est amené à poser le problème d'une **alternative** : précisément pour démythifier l'idéologie militaire qui prend prétexte de l'agression étrangère éventuelle, il faut esquisser la possibilité d'une alternative. Pour reprendre l'expression de Bourdet, il ne faut pas « céder ce terrain ». Sinon, on ne pourra pas mener à bien ces luttes. Il est tout de même significatif que des paysans



Patrice GARNIER Photo G. Didier

du Larzac en sont venus, à partir de la défense de leurs terres, au problème de la militarisation et d'une alternative à la défense militaire.

Je crois que la conception actuelle de la défense, avec ses exigences proprement techniques, a des retombées économiques, politiques, idéologiques, etc. Pour faire sauter ce que nous constatons actuellement (et je ne sors donc pas des luttes populaires actuelles), on ne peut pas éviter cette question d'une **alternative** : c'est un jalon dans le projet socialiste autogestionnaire. La tentation n'est donc pas, pour moi, d'aborder ce problème, mais de ne pas l'aborder.

BOURDET :

En même temps qu'on souligne que la menace d'agression directe contre le territoire français est plus réduite que jamais, en même temps il faut pouvoir se placer dans le cas d'une agression possible, même si nous considérons que c'est un cas limite, parce que c'est en fonction de ce cas limite qu'on nous dira : vous avez raison ou vous avez tort. Si nous ne répondons pas au cas limite, on pourra toujours nous dire : oui, mais que se passe-t-il si... Il faut donc se placer sur le terrain de l'adversaire, tout en démythifiant les réponses qu'il donne.

MULLER :

Absolument. D'autant plus qu'il y a un phénomène psychologique contre lequel nous ne pouvons pas aller. Autant je suis bien d'accord pour dire que l'invasion soviétique n'est pas comme Poniatowski veut le faire croire, une menace réelle, autant je crois que nous ne pourrons jamais convaincre la population française qu'il n'y a pas de menace extérieure qui pèse sur nous de ce côté-là.

A.N.V.

Il faudrait peut-être maintenant, pour avancer, prendre position par rapport aux différents types de défense : qu'est-ce que nous pouvons dire, en fonction de nos perspectives politiques, sur la force de dissuasion, sur une armée classique « démocratisée », sur l'organisation du peuple en armes, sur la défense populaire non-violente ?...

BOURDET :

La première chose à faire, c'est la critique de la stratégie actuelle : est-ce que le programme de défense contre un ennemi extérieur est sérieux, même par rapport aux conditions d'agression qui sont prises comme hypothèse par les autorités officielles ? Il y a dans l'armée beaucoup d'officiers sérieux et compétents qui considèrent que le raisonnement officiel basé sur l'emploi de la force de frappe est absurde, car elle est basée sur une théorie où l'on imagine que l'ennemi va se plier volontairement et gentiment aux hypothèses que l'on formule sur lui, qu'il est juste assez agressif pour commettre un certain type d'actes, mais pas au-delà. C'est là-dessus que sont basées les thèses du général Poirier, exposées dans la **Revue de la Défense nationale**. En fonction de cette théorie, on a totalement négligé toute espèce de défense classique : il y a bien une armée classique d'intervention contre l'ennemi intérieur, mais il n'y a pratiquement plus d'armée contre l'ennemi extérieur. Et ceci au moment où la technique moderne a créé des instruments nouveaux qui font que le tank est devenu totalement vulnérable, que l'avion est lui aussi vulnérable, et qu'une guérilla équipée d'armes modernes peut tenir le coup contre une armée équipée bien plus luxueusement. Ceci modifie entièrement les conditions du combat, et reste pourtant négligé par la stratégie actuelle. On peut donc dire que les thèses qui sont acceptées par le P.S. et par « l'**Establishment** » sont aussi vieilles que celles de la guerre de 14.

JOXE :

On sent très bien que l'attaque menée par Brossolet contre les Pluton porte virtuellement sur l'ensemble de l'appareil nucléaire. Lors d'une Conférence du CEPODE à la Sorbonne, Brossolet ayant défini sa position très hostile aux Pluton, conçus comme une artillerie opérationnelle, le général Maurin lui a dit en substance : « Avec vos arguments vous ne pouvez pas vous arrêter, et vous devez remettre en question aussi l'arme nucléaire stratégique ». Ce genre de débat montre que la critique, à l'intérieur même de l'appareil militaire, va se poursuivre. Il s'agit de savoir à quel niveau de cette discussion militaire se situe une intervention propre de la gauche : elle n'a pas à donner des leçons à la bourgeoisie au pouvoir pour qu'elle soit plus efficace dans l'organisation de sa défense ; mais elle doit faire ressortir les contradictions et renouveler un certain type d'arguments qui portent, notamment celui qui consiste à dire aux militaires : vous n'aurez plus jamais une situation militaire propre et nette, une volonté populaire de défense tant que ce sera la droite et non la gauche...

Cette perspective n'est pas exactement celle où vous vous situez, et qui est peut-être trop constructive pour la situation de crise où nous nous trouvons. Il est délicat d'espérer contribuer à une solution **technique** raisonnable quand en fait ce qui est en jeu c'est un **conflit** politique profond entre la gauche socialiste, autogestionnaire ou non, révolutionnaire ou réformiste, qui représente les couches exploitées, et la politique d'une droite dominée par la fraction transnationale de la bourgeoisie.

BOURDET :

On peut en effet estimer que la proposition de nos « solutions » n'est pas le plus urgent ; la première chose à faire est d'expliquer que ce qui est actuellement en place c'est de la « bouillie pour les chats » et de la bouillie très coûteuse...

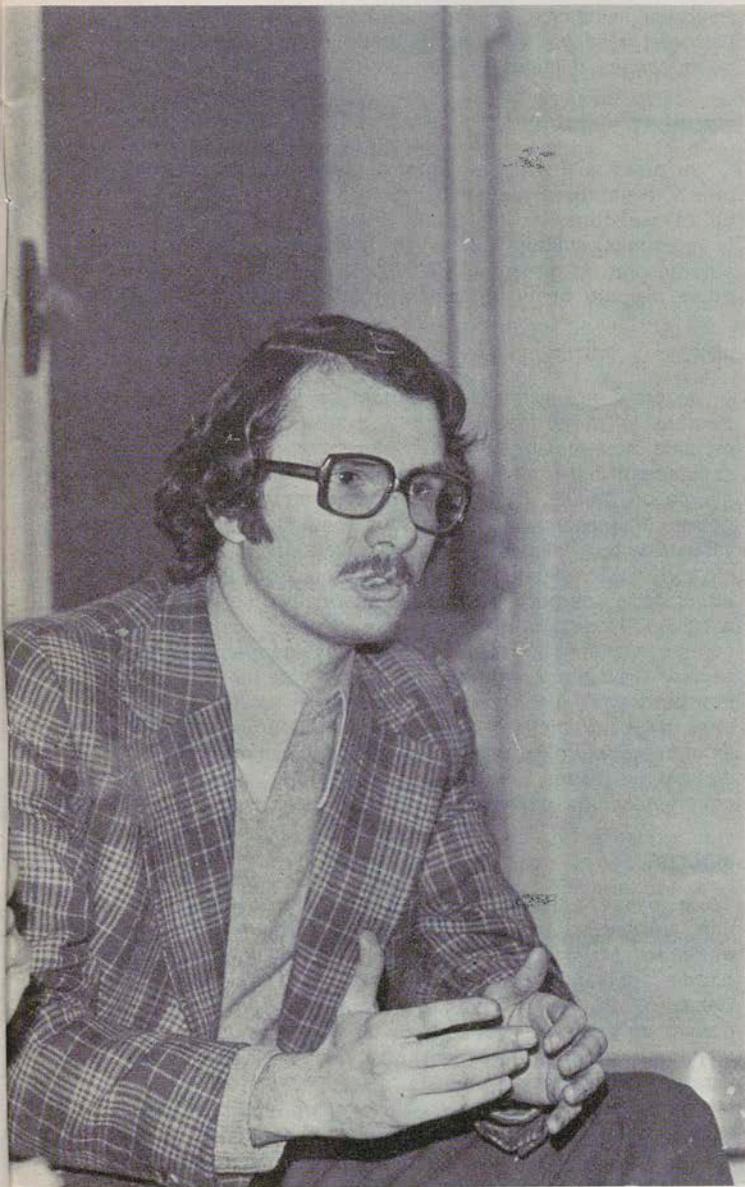
SEMELIN :

Je pense que c'est tout de même un problème urgent que de voir, en tant que forces de gauche, dans quelle perspective de défense nous nous situons. On a bien

vu récemment que la gauche est divisée sur cette question militaire. L'affaire des Comités de soldats a révélé les clivages existant aussi bien dans la gauche que dans la droite. Aussi je trouve un peu paradoxal l'argument de Joxe disant que nous avons une position trop « constructive » : car il semble bien qu'on ait un effort de réflexion à faire dans ce domaine. Si on dit qu'il faut être attentif aux luttes populaires, il faut bien voir que la préoccupation populaire n'est pas le risque de voir l'armée intervenir contre l'ennemi intérieur, mais plutôt le besoin de vivre sur un territoire protégé. Et le peuple, dans sa majorité, s'imagine que la défense nucléaire est efficace à ce niveau. On a donc là un travail de sape très important à faire pour montrer que c'est totalement faux, et que cette problématique de la défense nucléaire est absolument contradictoire avec un projet de défense du socialisme.

BOURDET :

Tout à fait d'accord. Mais nous n'avons pas que ça à dire. Si nous disions simplement aux gens : le système de défense mis en place par « **l'Establishment** » est un système policier, irréconciliable avec une défense populaire, irréconciliable avec un socialisme autogestionnaire, et même avec toute forme de socialisme autre qu'un socialisme d'Etat ultra-bureaucratique, etc..., ce seraient déjà de bons arguments. Mais si les autres pouvaient nous rétorquer : « c'est le seul système possible », ils seraient en position de force. Et c'est en effet ce qui se passe avec le P.S. : aussi bien le CERES que la droite et le centre du Parti connaissent les inconvénients de la défense nucléaire, et ne l'acceptent pas de gaieté de cœur. Ce n'est pas uniquement pour faire plaisir à leurs officiers plus ou moins socialisants qu'ils l'adoptent... Ils sont persuadés qu'il n'y rien d'autre, et que c'est efficace. Il est donc important de montrer et de répéter que ce système n'a aucune espèce de valeur, qu'il est aussi inutilisable qu'il est ruineux et qu'il empêche de faire d'autres recherches pour une véritable défense... Or, il y a même des officiers politiquement conservateurs qui pensent cela, qui disent que ce système a bloqué tous les esprits, et provoqué une sorte de paresse intellectuelle, laquelle à l'abri d'un faux paratonnerre, empêche toute espèce de progrès.



Jacques SEMELIN Photo G. Didier

GARNIER :

Sur ces problèmes, la réflexion de la CFDT est à son commencement. D'autre part, étant un syndicat et non un parti politique, nous n'avons pas à définir par exemple, un contre-plan au VII^e Plan, une contre-technologie à la technologie actuelle, etc... Ce que nous pouvons faire, c'est critiquer ce qui est actuellement proposé, en montrant les conséquences pour l'ensemble des travailleurs. Mais nous pouvons aussi donner un certain nombre d'axes :

En ce qui concerne les moyens propres à assurer la sécurité du pays, nous avons deux axes à donner : le premier c'est le refus d'une armée de mercenaires. La défense n'est pas l'affaire d'une caste, mais de l'ensemble des citoyens. Le deuxième concerne la non-violence : ce qu'on peut dire actuellement, en étant honnêtes, en ne cherchant pas à vous faire plaisir mais à dire le point où nous en sommes dans notre réflexion, c'est que pour nous la non-violence n'est pas simplement un témoignage respectable, ni une idée généreuse, mais qu'elle peut être une **technique de défense**, adaptée à certaines situations, à certaines circonstances et à certaines menaces. Il nous semble nécessaire d'y réfléchir, de la prendre en compte et de l'intégrer. Cela représente plus qu'une prise en considération, plus qu'un témoignage de respect : cela témoigne de l'avancée réelle de cette réflexion au niveau de la CFDT.

SEMELIN :

Nous-mêmes prenons beaucoup de distance (pour ne pas dire plus) par rapport à ce « témoignage prophétique » dans lequel on a encore tendance à enfermer la non-violence. Le projet de défense que nous appelons « défense populaire non-violente » exige, comme toute autre forme de défense, une **préparation** qui ne peut être que **collective**. Si on insiste sur l'importance des luttes à la base, c'est précisément parce qu'à travers elles se forge une conscience politique commune permettant de définir des **objectifs de défense** : essentiellement les « acquis » des luttes ouvrières et populaires. Le développement d'une telle conscience collective est la meilleure préparation politique à l'exercice d'une « Défense populaire non-violente ».

MULLER :

Prenons l'exemple de la lutte contre le commerce des armes, qui concerne directement les syndicats ; je prends cet exemple indépendamment même du problème de la non-violence. Malgré une certaine sensibilisation, il y a eu une large indifférence dans la population. Et cette indifférence s'explique très bien : l'homme de la rue se dit que les ventes d'armes sont inévitables : s'il y a nécessité de la défense armée, les armements sont nécessaires... Le problème d'une alternative se pose donc au cœur même des luttes populaires contre les secteurs de la militarisation que nous jugeons inacceptables. La raison pour laquelle, à mon avis, les arguments qui ont pu être avancés par le MCAA, le MDPL et beaucoup d'autres n'ont pas entraîné l'adhésion populaire, c'est une question de psychologie collective : **en matière de défense, nous ne sommes pas uniquement dans le rationnel.** Nous pouvons bien faire les meilleures analyses possibles, elles n'entraîneront jamais la conviction populaire dans la mesure où le problème est émotionnel avant d'être rationnel. Car c'est le problème de la mort qui est derrière.

BOURDET :

Vous avez certainement raison. Je voudrais revenir sur le problème de la crédibilité de la défense nucléaire. Je dis que la théorie de l'usage préventif de la bombe (bombe tactique comme premier avertissement, riposte nucléaire stratégique comme deuxième avertissement, etc...) est entièrement farfelue : elle est fondée sur l'idée qu'un adversaire est à la fois tellement abominable qu'il est prêt à anéantir un autre pays et tellement pusillanime qu'il est prêt à renoncer à son projet s'il reçoit une salve nucléaire. C'est un raisonnement délirant et qui n'a aucun rapport avec la réalité. Il n'y a que quelques stratégies français, dans le monde entier, pour soutenir cela. Je pense qu'eux-mêmes n'y croient pas sérieusement, mais qu'ils se donnent des justifications psychologiques pour faire croire à la population que l'arme atomique française est nécessaire et efficace.

JOXE :

Il faut aussi pouvoir répondre à la question : « Pourquoi y a-t-il une bombe atomique française autonome » ?

Pourquoi seulement en France ? Cela nous concerne si l'on veut réfléchir au sens de cette industrie autrement qu'en termes militaires.

BOURDET :

Je crois qu'il y a une réponse dans la « superstructure » avant celle de l'infrastructure : s'il n'y avait pas eu la personne de de Gaulle avec sa conception de la grandeur militaire, avec sa volonté d'appuyer son autorité sur le prestige militaire, nous n'aurions sans doute pas été beaucoup plus loin dans nos recherches.

JOXE :

Je crois qu'il est aussi important de comprendre que, derrière le projet gaulliste, il y avait la volonté d'une certaine bourgeoisie. Il faut comprendre quel rôle joue exactement cette industrie dans le cycle de reproduction élargie du Capital. Il faut se demander pourquoi la bourgeoisie française a manifesté sa volonté de maîtriser un secteur de technologie de pointe à travers une mystification militaire qui fonctionne toujours. Il y a eu probablement un projet de la bourgeoisie française nationaliste de maintenir à travers l'industrie nucléaire, une certaine capacité de gérer elle-même la recherche et le développement d'un secteur stratégique pour le contrôle du cycle de reproduction du capital. Ainsi nous commençons à éclairer le système de contradictions dans lequel la bourgeoisie s'est enfermée et qui n'est pas seulement un système de contradictions militaires, mais aussi un projet économique cohérent et une politique.

MULLER :

Je pense effectivement qu'il est important de faire une analyse « économique » de la bombe atomique française. Mais je voudrais aussi relever un argument d'ordre politique qui m'a été un jour opposé par Dabezies : la bombe serait un atout politique qui nous permet de parler haut et fort sur les problèmes politiques mondiaux. Je crois vraiment que rien n'est plus faux. On sait pertinemment que la dissémination de l'arme atomique (car de nombreux gouvernements la possèdent sans l'avouer) modifie complètement les données du problème. La miniaturisation de l'arme atomique, qui est scientifiquement déjà possible, sa fabrication artisanale

par des groupes terroristes, font tomber la « grandeur » gaulliste au niveau du terrorisme le plus bas. D'ailleurs, historiquement, jamais la possession de la bombe atomique n'a permis au gouvernement français d'avoir, en temps de crise, une politique progressiste réellement indépendante sur un problème quelconque.

BOURDET :

Je confirme tout à fait ce point : à l'époque où de Gaulle a eu ses principaux succès en matière de politique indépendante, en se détachant un peu de la politique américaine (discours de Phnom-Penh, sortie de l'OTAN...), il n'avait pas encore, même en espérance, l'arme nucléaire. C'est seulement après 1968 qu'une mini-force de frappe française a commencé à être opérationnelle.

JOXE :

La bombe a été aussi le prétexte au développement de l'aéronautique : c'est un argument souvent employé par le gouvernement. Il soutient que l'armement a eu un rôle important dans la recherche et le développement de l'industrie. Appareils militaires et industriels sont étroitement liés. Il y a peut-être eu erreur dans le choix du crâneau, mais l'intention « nationaliste » existait.

BOURDET :

A cet égard, la gauche, les anti-nucléaires et les antimilitaristes devraient souligner un point important : quand une nation moderne engage tout son équipement monétaire, financier, intellectuel sur un domaine, quel qu'il soit, elle y réalise une « percée » au bout d'un certain temps : elle peut produire un matériel qui sera vendable sur le marché mondial. C'est ce qui s'est passé en France dans le domaine de la production d'armements. Si nous avions consacré à l'informatique, par exemple, les mêmes crédits de recherches que nous avons attribués à l'industrie atomique et militaire, nous y aurions une position forte.

J'ai un exemple concret à ce sujet : il y a quelques années, j'ai demandé à des ingénieurs de la SNECMA pour quelle raison ils fabriquaient de bons réacteurs militaires (l'ATAR) alors que nous devions acheter aux Américains et aux Anglais nos réacteurs civils (Pratt

and Whitney, Rolls-Royce). Leur réponse fut très simple : il y a eu vingt ans de travail et d'investissements consacrés aux réacteurs militaires ; cela ne sert à rien pour mettre au point un réacteur civil, parce que les problèmes sont entièrement différents, les caractéristiques sont tout autres. Si nous avions eu, pour les réacteurs civils, le même apport de capitaux, le même nombre de chercheurs et d'ingénieurs, nous aurions fait aussi bien que Pratt and Whitney ou Rolls-Royce. Mais on nous a centrés sur le militaire, et nous n'avons pu, faute d'argent et de spécialistes, conduire les deux recherches en même temps.

Si on nous dit « il n'y a plus que ça de vendable à l'étranger », il ne faut pas oublier que c'est parce qu'on a commencé par mettre dans l'armement toute l'intelligence, tous les techniciens, tout l'argent : si on les investit ailleurs, on s'apercevra qu'au bout de 10 ou 20 ans on vend des super-Caravelles, des Airbus, des moteurs d'avion, de l'informatique, ou des machines-outils, etc...

GARNIER :

Sur les ventes d'armes, notre organisation a une position assez nette : notre dernier Congrès a pris position contre les ventes d'armes, surtout aux pays fascistes. Il est vrai que, comme on le disait tout à l'heure, ces ventes se font dans l'indifférence générale de l'opinion. C'est qu'il y a des choses très concrètes qu'il faut connaître et que nous touchons tous les jours quand nous discutons avec les camarades qui fabriquent des armes : ils vivent de ce commerce. Les chiffres officiels disent que 270 000 personnes travaillent directement à la fabrication des armes, et près d'un million indirectement. Les arsenaux et établissements d'Etat ne fabriquent que 25 % des armements. C'est donc 75 % de cette production qui se fait dans le secteur privé : il y a là toute une dynamique du capitalisme.

JOXE :

Si on peut dire et affirmer que toute une partie des productions d'armement a une logique économique mais n'a aucun intérêt du point de vue militaire, alors cela pose un problème militaire assez concret : n'est-ce pas le système capitaliste lui-même qui crée les conditions d'une défense idiote ?

MULLER :

A propos des ventes d'armes, nous refusons toute position moraliste : il ne s'agit absolument pas de « juger » d'une manière hypocrite l'ouvrier qui gagne sa vie en faisant des armes. Il faut poser le problème dans toute sa complexité. Il s'agit avant tout d'un problème **politique** : l'internationalisme ouvrier nous amène à mener une lutte politique contre les ventes d'armes à tel ou tel pays. Même si le problème de l'emploi se pose, il est étonnant de voir un syndicat (pas souvent la CFDT) revendiquer pour qu'on ouvre de **nouveaux** chantiers d'armements ou protester contre un embargo décidé par Giscard... Quand un syndicat en arrive là, il se trahit véritablement. Le problème doit être posé au niveau des sections politiques d'entreprise et au niveau des syndicats eux-mêmes.

BOURDET :

On ne peut pas juger un syndicat qui demande la continuation des ventes d'armes. Il faut essayer de le convaincre de son erreur, mais on ne peut lui en tenir trop rigueur. Il faudrait une attaque d'ensemble de la gauche afin de mettre en lumière le côté négatif de cette polarisation sur l'armement pour tout le reste de l'économie et afin de proposer un programme d'accélération des recherches dans d'autres secteurs. Un argument direct à utiliser auprès des syndicats, c'est celui du Groupe des Recherches d'Intérêt Public aux U.S.A., cité récemment par Eugène Mac Carthy : toute somme qui passe du secteur civil au secteur militaire accroît le chômage car le second吸orbe moins de main-d'œuvre pour un capital donné.

MULLER :

Oui, ce problème est vraiment un problème fondamental : nous sommes en effet pour une autogestion qui ne suppose pas seulement le contrôle des **moyens** de production, mais aussi celui des **finalités**.

Jusqu'à présent, l'ensemble de la gauche n'a pas dit suffisamment clairement que fabriquer un avion militaire, ce n'est pas la même chose que fabriquer une machine-outil ou une bicyclette. Les ouvriers de l'armement ne sont pas plus responsables que les épiciers, mais ils voient le problème de plus près, et il serait important qu'ils disent au moins qu'ils ont la **volonté**

politique de changer cet état de fait. Sinon, on dit la même chose que le gouvernement, qui veut faire croire qu'il y a une « **fatalité** » dans cette orientation économique. Je me rappelle une déclaration de Galley, alors ministre de la Défense, justifiant les fabrications d'armes pour « défendre les travailleurs ». On aurait aimé qu'une organisation syndicale récuse de tels propos...

BOURDET :

Un des adversaires, aux U.S.A., des excès de fabrication d'armements était, paradoxalement, l'ancien président de la General Motors, Charles Wilson, devenu ministre de la Défense d'Eisenhower. Il avait traité les ouvriers de l'armement de « chiens couchants », parce que leurs syndicats demandaient toujours plus de contrats d'armements au gouvernement : c'est plus facile de demander à l'Etat une commande d'armes que d'aller rechercher des clients pour des productions civiles. A l'époque c'était vrai aux Etats-Unis de la plupart des organisations syndicales, mais aussi et surtout du patronat.. En France, le patronat est l'un des plus paresseux dans tout le capitalisme mondial, un des plus mauvais exportateurs, un des moins portés sur la recherche. L'Etat est pour lui un client sûr, d'autant plus sûr que la pratique des combines (pots de vin) facilite le règlement des commandes. En général, le conseil d'administration de ces entreprises a des amis au ministère de la Défense, par le biais d'un général qui y siège. C'est tellement plus facile : il y a un seul client qui paye très cher et à qui on peut toujours refiler la fabrication, même quand il y a des « loupés ».

JOXE :

La production d'une arme c'est la production d'une marchandise qui est l'équivalent d'une **destruction** : c'est une marchandise finale ; on ne la vend qu'une fois et elle se démode même si on ne s'en sert pas. Dans le système capitaliste actuel, sa fonction est fondamentale : elle équivaut à une destruction de capital et joue donc un rôle concret dans la péréquation des taux de profit et la lutte contre la baisse tendancielle du taux de profit. C'est une responsabilité politique de dire à la classe ouvrière française qu'il n'y a aucune raison d'être complices de la bourgeoisie dans une production qui ne sert à rien d'autre qu'à maintenir le système capi-



Claude BOURDET
Photo G. Didier

taliste au niveau mondial. Mais par ailleurs, ce procédé n'est pas tellement différent de celui qui consiste à vendre une usine au Shah d'Iran : l'ouvrier qui travaille à la construction d'une usine « clés en main » qui risque de ne jamais produire à pleine capacité joue le même rôle qu'un ouvrier de l'armement. Il n'y a pas, dans ce tout, de « culpabilité » par branche.

BOURDET :

Il y a tout de même une petite différence : sur 10 usines de ce type, il y en aura peut-être deux ou trois qui

serviront à quelque chose, alors que sur 10 Mirages, il n'y en aura aucun qui servira à quelque chose de positif.

SEMELIN :

Ce lien entre la militarisation et la baisse tendancielle du taux de profit permet de dire qu'une lutte sérieuse contre la production d'armements conduirait à remettre en cause aussi bien la politique militaire du gouvernement que l'une des planches de salut du capitalisme. On a vu récemment certains gestes de protestation ou de refus

chez certains travailleurs de l'armement : ainsi J.P. Derimay, qui s'est fait licencier pour avoir refusé de travailler sur un projet militaire. Si de tels actes passaient d'un niveau individuel à un niveau collectif, il y a fort à parier que les choses bougeraient...

BOURDET :

Je pense qu'il faudrait discuter d'une autre question : quelles sont les **conditions** d'une défense ? Plus précisément d'une **dissuasion** ? Car si une guerre éclate, avec escalade nucléaire, il n'y aura rapidement plus rien à défendre...

Il faut signaler que notre défense nucléaire actuelle est une défense profondément matérialiste, non au sens marxiste du mot mais au plus mauvais sens : elle ne tient absolument pas compte de tous les facteurs moraux, intellectuels, psychologiques, etc..., qui sont des facteurs militaires importants. Elle fait abstraction de l'unité du peuple. Or, la première condition d'efficacité d'une dissuasion, c'est de faire en sorte que l'adversaire sache qu'il va « tomber sur un os », sur un peuple absolument résolu à ne pas se laisser occuper ; alors que la défense actuelle, loin de renforcer cette unité, la diminue au contraire : si la France en vient à utiliser la première l'arme atomique, comme le prévoient nos stratégies, il y a bien des gens (et pas seulement des « non-violents ») qui refuseront, pour des raisons morales, de porter les armes. Il y aura aussi de profondes cassures politiques qui mineront cette unité puisque, malgré quelques alibis, nous restons liés à la défense américaine.

Pour que le peuple soit le plus uni possible, il faut qu'il ne se sente pas exploité, qu'il ne sente pas que sa politique extérieure lui est imposée de l'étranger, qu'il soit en gros d'accord sur les **objectifs** de défense et sur le **système** de défense.

JOXE :

Un « modèle de remplacement » sera à trouver dans la conjoncture de luttes concrètes pendant la période de transition au socialisme. Nous ne préjugeons rien sur ce que pourra être la défense d'une société dans la période de transition au socialisme ; nous disons simplement que le système nucléaire français géré par

la bourgeoisie est anti-démocratique et renforce les structures de militarisation. Le jour où les U.S.A. ou les Allemands exerceraient sur une France en lutte pour le socialisme une pression économique, voire militaire, il n'est pas dit, après tout, que le fait d'avoir un Pluton n'impressionnerait pas des militaristes allemands... C'est le genre de choses que nous ne pouvons savoir d'avance. Mais la force de dissuasion essentielle ne serait pas celle-là. L'aggression principale ne serait d'ailleurs pas militaire...

BOURDET :

Je crois au contraire que ce qui est vrai dans le cas de l'hypothèse officielle (agression de l'U.R.S.S.) reste tout aussi vrai dans celui d'une hypothétique agression américaine dans une autre perspective politique : la dissuasion de la force de frappe française est un « poker » perdu d'avance car les joueurs connaissent nos cartes. Les Allemands ou les Américains ne seraient pas impressionnés plus que les Soviétiques par notre menace.

C'est donc vraiment **d'une tout autre manière** qu'il faut poser le problème de la défense : y a-t-il oui ou non unité populaire autour d'un programme simple, autour d'options de défenses simples, autour d'un gouvernement accepté par l'ensemble du peuple et disposant de liberté dans sa politique étrangère ? Si oui, la défense consiste à tout organiser pour que le pays apparaisse à un éventuel agresseur comme un « os » : il faut faire envisager à l'adversaire, quel qu'il soit, une guerre longue, une occupation difficile, des luttes interminables. C'est la défense adoptée par la Yougoslavie entre 1948 et 1953 : ils n'ont jamais pensé qu'ils éviteraient ainsi l'écrasement militaire ; mais leur théorie c'est que les Russes ont été dissuadés d'intervenir en raison de la longueur du conflit à prévoir. La défense populaire consiste donc à organiser tout ce qu'il faut pour que l'adversaire éventuel se heurte à une résistance interminable. Et pour cela, je suis très pragmatique : tous les moyens utilisables par le peuple doivent être mis en œuvre pour que le territoire, même à demi-occupé, reste impossible à « digérer » par quelque agresseur que ce soit. Cela suppose toute une série de conditions psychologiques et politiques, et la mise en œuvre de toute une série de techniques. La non-violence est **une** de ces techniques, mais pas la seule. Il y a des gens qui pratiqueront la défense

non-violente pour des raisons personnelles (on ne sait pas combien) ; il y a des gens, fort nombreux, qui feront (comme nous pendant l'occupation nazi) de la non-violence comme Mr Jourdain faisait de la prose, c'est-à-dire sans le savoir. Ce sont ceux qui seront dans une zone occupée sans disposer d'armes. Et il y aura une partie du peuple qui prendra les armes, des armes appropriées au combat populaire ; et la technique moderne en fournit de plus en plus.

Une population française armée fortement et individuellement, prête à utiliser aussi toutes les techniques non-violentes, suffisamment préparée et entraînée pour ce genre de guerre représenterait pour un agresseur éventuel un « os » considérable, une force de dissuasion infiniment supérieure à ce que l'on appelle aujourd'hui de ce nom.

SEMELIN :

La question de la complémentarité possible entre défense armée et défense non-violente mérite d'être examinée, en effet, d'un point de vue pragmatique. Mais c'est justement pour cela qu'il faut bien voir dans quelles conditions la défense populaire armée a été efficace : en Algérie et au Vietnam, par exemple, c'est-à-dire dans des situations géographiques (vastes abris naturels : djebels, jungle) et humaines (population encore très rurale) très différentes des nôtres. C'était des territoires où la pénétration était très difficile. Une telle défense ne paraît pas convenir aux pays largement urbanisés, où les voies de communication permettent un contrôle rapide du territoire.

D'autre part, c'est aussi une approche pragmatique de se demander où sont les préfigurations d'un tel type de défense dans les luttes populaires actuelles. Peut-on voir, dans nos pays, des amorces concrètes de cette forme d'autodéfense populaire qui soient sérieuses et crédibles ? En revanche, on peut constater que nombre de luttes populaires posent des jalons vers ce que pourrait être une défense populaire non-violente, même sans l'étiquette....

AUTEXIER :

Je voudrais revenir à un problème plus immédiat, celui de la nécessaire démocratisation de l'armée. Nous affir-

mons d'abord à la CFDT que l'ensemble des militaires doivent avoir le plein exercice des droits constitutionnels ; et nous ajoutons : y compris les libertés syndicales pour les appelés et pour les militaires de carrière. Il ne s'agit pas, pour nous, de créer un syndicat CFDT qui ne correspondrait pas du tout aux problèmes posés, mais il s'agit d'ouvrir aux militaires la possibilité de s'organiser sur la base la plus large possible. C'est très important pour aller vers une démocratisation de l'armée, afin qu'elle ne soit plus muette et se rapproche du peuple. Il faudrait que, parmi les appelés, certains soient élus par leurs camarades pour un mandat de représentation dont ils devront rendre compte ; alors qu'aujourd'hui c'est le commandement qui nomme des porte-parole. Nous estimons que c'est très important ; le Pouvoir aussi d'ailleurs, si l'on en juge par la répression qu'il exerce depuis quelques mois contre tous ceux qui tiennent des propos analogues.

MULLER :

Le Mouvement pour une Alternative Non-Violente ne juge pas que ce point soit dérisoire : nous sommes membres du Comité national pour la Libération des Soldats et Militants emprisonnés ; et c'est en tant que représentant du MAN que Jacques de Bollardière a participé à différentes manifestations de ce comité. Cette lutte pour le syndicalisme dans l'armée nous apparaît donc comme très importante et fait partie intégrante de ce que nous appelons le **contrôle populaire sur l'instrument de défense**. Bien évidemment, nous situons cela dans la perspective à plus long terme du « dépérissement de l'armée » : on peut l'accepter ou non, mais cela ne doit pas empêcher d'agir ensemble pour le dépérissement de l'armée capitaliste et militariste. Le mot « anti-militarisme » doit au moins signifier pour nous tous que nous sommes contre le militarisme tel qu'il se développe dans notre société capitaliste. Malheureusement, même ce sens-là du mot a semblé inacceptable aux organisations politiques de gauche et à certaines sections syndicales...

BOURDET :

Il me paraît très important que l'ensemble des forces de gauche distingue deux sortes d'antimilitarisme. Il y a un sens qui ne devrait faire aucun problème : être



Pierre ATEXIER Photo G. Didier

antimilitariste, c'est être **contre le militarisme**. Si les organisations de gauche prétendent qu'elles ne sont pas antimilitaristes, c'est qu'elles oublient que l'antimilitarisme a eu, en France, cette connotation essentielle. Un deuxième sens du mot antimilitarisme c'est l'opposition **contre le**

fait militaire, et on doit admettre qu'à gauche, beaucoup de gens ne sont pas contre le fait militaire. Mais à partir du moment où l'ensemble des gens de gauche disent qu'ils ne sont « pas antimilitaristes », tout le monde peut penser qu'ils ne sont pas **contre le militarisme** et qu'ils cautionnent, sur ce point, la politique de la droite.

MULLER :

Si nous sommes partisans de la démocratisation de l'armée, c'est cependant avec cette réserve : on ne peut pas « démocratiser » la guerre ! Il ne faudrait pas retomber dans la naïveté des théologiens du Moyen-Age qui croyaient « humaniser » la guerre en instaurant la « trêve de Dieu » : ils interdisaient de se battre du samedi matin au lundi soir mais en fait cela revenait surtout à justifier la guerre du lundi soir au samedi matin...

Je suis d'accord avec Bourdet quand il dit que le but d'une défense populaire c'est de rendre le peuple « impossible à digérer ». C'est bien le but de l'obstruction non-violente. Nous proposons un type de « dissuasion » où le peuple se prépare à résister par le refus de toute collaboration avec un envahisseur quel qu'il soit. Si la dissuasion échoue et que l'invasion se produit, il peut y avoir des gens qui pensent nécessaire d'utiliser les armes : nous ne le souhaitons pas, mais nous n'écartons pas d'un revers de main cette hypothèse d'une cohabitation conflictuelle entre la violence et la non-violence. Cependant, nous constatons que, pendant les huit jours où elle a existé en Tchécoslovaquie, la résistance non-violente a permis à une population aux mains nues de neutraliser les chars du Pacte de Varsovie : quelle utilité supplémentaire auraient eu des actions violentes ? Est-ce que l'action violente, dans un cas semblable, augmente la force de la mobilisation populaire ? Je crois plutôt que l'action violente permet alors à l'opresseur de justifier plus facilement une répression féroce : ceci me paraît fondamental. N'oublions pas qu'actuellement **ce sont les mauvaises causes qui sont les mieux armées**. Il y a une telle démesure entre les possibilités de violence armée du peuple et celles de la bourgeoisie que j'ai du mal à me convaincre qu'une lutte sur le terrain de la violence fera le jeu de la résistance populaire...

BOURDET :

Il faut tout de même envisager un agresseur décidé à aller jusqu'au bout de ses projets. Ce ne fut pas le cas au début de l'invasion de la Tchécoslovaquie, car les Soviétiques étaient obligés, en raison de la conjoncture internationale, et en raison de ce qu'ils prétendaient faire (aider le peuple tchèque !), de faire un peu attention à leurs actes. De plus, leur jeu consistait à faire faire leur besogne par les « collaborateurs » tchèques et slovaques. Ils n'étaient pas pressés et pouvaient attendre l'écrasement politique de la résistance, ou en tous cas qu'elle cesse d'être gênante : c'est ce qui s'est produit.

Mais si on est dans la situation de la France sous l'occupation nazie, si l'armée soviétique attaque une France qui la gêne dans ses plans, si les U.S.A. ou l'Allemagne attaquent une France de gauche, on se trouve en face de gens qui n'ont plus aucune espèce de considérations politiques ou humanitaires pour les « modérer ». L'expérience de la Résistance en France montre bien que l'ennemi a une attitude extrêmement pragmatique et cynique par rapport à tout ce qui le gêne. Il écrase sans aucune espèce d'hésitations toute opposition qui dépasse le stade symbolique : sabotages d'usines, de trains, de ponts, aussi bien que résistance armée... Qu'il y ait ou non résistance militaire, cela ne change rien, la répression est la même envers une résistance armée et une résistance non-violente qui s'avérerait vraiment efficace.

MULLER :

Nous ne disons absolument pas que la lutte non-violente est une lutte sans victimes ; nous disons qu'il y en a certainement moins, que le tissu social n'est pas déchiré, bouleversé, et que les capacités de résistance du peuple sont donc beaucoup plus durables. C'est bien par réalisme et lucidité que les Tchécoslovaques n'ont pas fait comme les Hongrois en 1956... Et on peut mesurer la différence tant en ce qui concerne le prix payé par le peuple qu'en ce qui concerne les capacités de résistance aujourd'hui dans l'un et l'autre pays.

BOURDET :

L'idée selon laquelle la résistance non-violente empêcherait l'ennemi d'aller jusqu'au bout me semble erronée :

ou la résistance est symbolique, et il s'en moque, ou elle est sérieuse, efficace, et il tire, fusille, torture. Au Chili, ce ne sont pas seulement les résistants armés qui sont tués... D'autre part, une résistance armée bien préparée peut dissuader l'agresseur ; une résistance non-violente sûrement pas : comparez les cas de la Yougoslavie 1948 et de la Tchécoslovaquie 1968.

Je ne vois pas pourquoi on s'interdirait certains moyens, dès lors qu'il s'agit de résistance visant à prolonger le conflit indéfiniment. La résistance populaire armée est plus convaincante, plus dissuasive que la seule résistance non-violente, surtout dans nos pays occidentaux où l'on n'a pas encore vu un tel type de résistance se développer à l'échelle de tout un peuple.

MULLER :

Il y eut tout de même la résistance de tout le peuple tchécoslovaque pendant huit jours ; et s'il y a renoncé au bout de huit jours c'est d'une part parce qu'il n'avait pas préparé à l'avance ce type de résistance et d'autre part parce que les dirigeants ont signé les accords de Moscou.

SEMELIN :

A cet égard, il faut citer Michel Tatu, journaliste au *Monde*, qui n'est pas, à notre connaissance, particulièrement favorable à la non-violence, et qui dit dans un article du 21 août 1973 : « Même la forme de résistance non-violente adoptée spontanément par la population aurait pu se prolonger beaucoup plus longtemps, et conduire à une situation bien différente si ses dirigeants n'y avaient pas mis fin volontairement par une politique de collaboration synonyme de capitulation ».

BOURDET :

Si on pouvait être certain que le peuple tout entier s'engagera dans la résistance non-violente, si on était sûr que 80 % de la population serait prête à rendre la vie impossible à l'adversaire par la non-collaboration systématique, je dis qu'on pourrait essayer de pousser dans ce sens-là. Mais cela me semble tellement difficile et improbable, cela demande un courage tellement plus grand que la résistance armée, une sorte de force

morale tellement importante, que cette résistance me paraît d'avance très minoritaire. Certains d'entre nous ont fait la guerre, et nous savons qu'il est bien plus facile et moins courageux de s'opposer à un ennemi quand on a une arme entre les mains que quand on n'a rien du tout.

MULLER :

Certainement, mais est-ce un conditionnement culturel ou une « fatalité » naturelle ?

BOURDET :

C'est culturel, bien sûr, mais c'est un culturel qui a 20 000 ans d'existence... Peut-être que dans deux ou trois siècles, en étant optimiste, on pourra constater un changement dans les comportements populaires.

Pendant la Résistance, quand nous faisions de la « non-violence » sans le savoir, nous étions aidés par l'existence d'une résistance armée pour distribuer nos tracts, faire nos sabotages, etc... Si nous n'avions pas participé à un effort de guerre général, je me demande si nous aurions fait ces actions « non-violentes » avec autant d'enthousiasme ? En un mot, le recours exclusif à la non-violence ne me paraît pouvoir se justifier que par des motifs moraux. Sur le plan pragmatique, il me paraît aussi aberrant que le refus d'utiliser **aussi** des techniques non-militaires dans le cadre de la lutte d'un peuple pour son indépendance et sa survie.

MULLER :

Je voudrais revenir sur un argument développé tout à l'heure par Bourdet, selon lequel il faudrait une sorte de « consensus moral » entre les adversaires pour que la non-violence puisse jouer. Les actions non-violentes menées pendant la deuxième guerre mondiale contre les nazis montrent bien que ce n'est pas nécessaire. Et ce qui se passe en ce moment aux U.S.A. dans la lutte non-violente de Cesar Chavez montre bien la même chose ; car les « Teamsters » n'ont **aucun scrupule moral** pour assassiner les « chavistas ». Mais Chavez sait très bien que le piège consisterait précisément à répondre par la violence, à mettre ainsi le doigt dans l'engrenage

de la violence : à ce moment-là, les adversaires auraient toutes les justifications voulues pour recourir à un large déploiement de violence.

SEMELIN :

Il faudrait aussi citer l'exemple de la Norvège, où un projet d'Hitler fut littéralement rendu impossible par la résistance non-violente des professeurs norvégiens. Il s'agissait d'intégrer l'idéologie nazie aux programmes d'éducation. La quasi-unanimité de la résistance non-violente des enseignants, soutenus par la population, a créé un rapport de forces auquel Quisling n'était pas du tout préparé. C'est pourquoi, il me paraît important de toujours rappeler les bases **politiques** d'une technique de défense. Dans un affrontement avec un ennemi même décidé et sans scrupule, un peuple uni sur des bases populaires, unanime dans l'adoption d'une stratégie non-violente massive, préparée d'avance, organisé collectivement, crée un rapport de force politique qui est vraiment essentiel, et dont l'efficacité est aujourd'hui trop sous-estimée par les socialistes.

Mais cela nous ramène aux questions que nous débattions au début de cet entretien : Qui se défend ? Pourquoi ? Contre quelles menaces ?... Donner à ces questions **d'autres réponses que celles de la bourgeoisie** devient urgent : c'est seulement ainsi qu'on pourra aller vers une défense populaire et (pour ce qui nous concerne) non-violente.

Table ronde enregistrée à Paris

le 27 février 1976.

LUTTER CONTRE son gagne-pain ?

Un militant C.F.D.T., travailleur de l'armement, parle de son action dans son Syndicat et dans son entreprise contre le commerce des armes.

Soyons réalistes, il ne conviendra pas de généraliser les positions qui suivent. Certaines sont devenues les positions de la CFDT (confédérales ou de la fédération Défense nationale) ; elles sont alors signalées comme telles. D'autres correspondent à un moment de ma recherche, en lien avec mon organisation et différents groupes qui seront précisés.

Il n'est pas inutile — pour les jeunes militants particulièrement — de me situer : 48 ans - marié - 5 enfants - technicien depuis 25 ans dans un centre de recherches du Service des Poudres passé à la DTAT, spécialité : domaine guerre chimique. Syndicaliste, de sensibilité et de formation C.F.T.C. puis C.F.D.T. à sa création en 1964 (Fédération Défense nationale) - militant et responsable d'Action Catholique Ouvrière depuis 1953 (ça explique sûrement certaines questions ou réactions) ; fraîchement au Parti Socialiste depuis 1973 après bien des hésitations (j'ai adhéré au socialisme autogestionnaire et non au secrétaire du P.S. quel qu'il soit).

LES VENTES D'ARMES

La question des ventes d'armes est apparue dans ma vie par épisodes :

1) A mon entrée dans le centre, en 1951, quand j'ai réellement compris ce qu'on y faisait ; car je n'étais venu que pour trouver du travail avec un logement pour me marier (pas de fric, parents immigrés arméniens). Cette situation est d'ailleurs générale. Je n'ai personnellement jamais rencontré de copains heureux de fabriquer des armes même si certains peuvent y trouver un aspect « performance ».

C'est tout le risque technocratique, de la technique sans âme dans laquelle les patrons souhaiteraient nous enfermer, car cette logique engendre la docilité, la non-contestation de la finalité : on ne voit plus (ou ne veut pas voir) à quoi ça sert. Seulement quand, par exemple, on a fabriqué des grenades lacrymogènes... que nos copains syndicalistes ont pris sur la gueule, ça a commencé à

poser des questions ! On réagit seul... on se fait remettre en place, menacer. On s'écrase sur le moment : ce n'est pas mûr.

2) Presque vingt ans plus tard, une série d'articles dans un journal de Corbeil-Essonnes (91). Le premier intitulé, « commerce immoral » était signé de mon nom. Je n'avais pas « avalé » le drame du Biafra (1968) et nous étions en pleine affaire des 100 « Mirages » à la Lybie. La déclaration du Bureau confédéral C.F.D.T. du 7 février m'avait sorti de mon isolement et encouragé à crier mon dégoût. Aucune réaction autour de moi. Eugène Descamps, secrétaire général de la CFDT répond à ma lettre le 12 février : « tu sais que ce problème du commerce des armes me préoccupe depuis longtemps. Comme toi, je pense que nous ne sommes qu'une minorité à ressentir le drame de cette situation. Nous avons un intense travail d'éducation à faire auprès de nos camarades... Bon courage dans ton action et sois assuré de notre volonté de faire progresser la conscience de nos camarades sur ce problème. »

La série d'articles qui suivit s'inscrivait dans une stratégie syndicale locale visant l'opinion publique de la région. Une menace pesait sur les établissements du Service des Poudres : la privatisation. Un certain DEBRE était alors ministre, et les Poudriers le connaissaient particulièrement : ils lui dévraient, pour des raisons de gros sous (refus de reconversion) la fermeture de la poudrerie du RIPAUT près de Tours.

La population locale ne savait pas ce que l'on faisait précisément dans notre centre et nous considérait comme des inutiles. Nous voulions situer les responsabilités des uns et des autres (n'est-ce pas déjà une réflexion sur la défense ?). Ces articles ont été approuvés, pour la plupart, par la CFDT et la CGT du Bouchet. Les titres situent le contenu : « sommes-nous des inutiles ? » - « Des armements pourquoi ? » - « Des armements, comment ? » - « Un avis : le rapport NORA » - « Finalement qui paie ? » - « Appel aux parlementaires ».

Cette transformation du Service des Poudres en Société Nationale des Poudres et Explosifs

« S.N.P.E. » a finalement été votée par le Parlement, malgré des actions très dures dans les arsenaux ; c'était le premier grand pas vers la privatisation nécessaire pour rendre cet ensemble industriel « compétitif » afin de pouvoir exporter. La même politique a inspiré la création de la Délégation Ministérielle pour l'Armement en 1961, qui est structurée pour développer l'exportation et étendre l'emprise des militaires sur toute la recherche en France, au moyen de la Direction des Recherches et Moyens d'Essais : contrats d'études tous azimuths, brevets, etc...

3) Une période qui s'étend de 1970 à 1974 : j'insiste, à chaque fois que l'occasion se présente localement, pour parler du commerce des armes en réunions syndicales, dans les contacts personnels, dans le bulletin de notre syndicat, aux assemblées générales annuelles, en interrogeant les responsables fédéraux invités.

Deux remarques sur cette période :

a) Partout où je suis allé, je n'ai pu rester passif. Je me suis dit de plus en plus clairement : « ce groupe, cette organisation (église, action catholique, parti, syndicat), dès que tu en as pigé le sens *tu contribues à le construire*, alors ce que tu penses, dis-le, défends ton point de vue ! » D'où la trouée qu'on a pu faire !

b) Au long des années, j'ai lentement pris conscience (au prix de nombreuses déceptions) que le militant, par ce qu'il vit, par ce qu'il devient dans le don qu'il fait de lui-même à la cause qu'il défend, à l'idéal qu'il vit, aux personnes dont il se sent et se veut solidaires, est à la fois *dans le peuple* et *hors du peuple*.

Dans le peuple, en ce sens que sa présence est un signe qui valorise un groupe (j'entends le militant qui y vit, est connu, aimé, avec ses qualités et ses défauts), qui donne un sens au vécu commun, apparemment banal. Il « voit des choses » que les copains ne voient pas du premier coup. Et s'il a la patience de vivre au pas à pas avec eux, et d'expliquer, quelles occasions d'avancer ! Tout cela se fait sans heurt quand c'est progressif. Je pense à la solidarité avec des travailleurs de la

corporation (par exemple, l'explosion de la pouddière du Pont de Buis, l'été dernier, a déclenché une solidarité quasi-spontanée).

Mais aussi *hors du peuple*, car lorsqu'il s'agit d'une solidarité avec les travailleurs du Tiers-Monde, on se heurte à tous les « butoirs » culturels, les tabous (racisme), le fait aussi qu'ils ne sont pas là, sur place : Et se pose un problème de crédibilité du militant par rapport à ses copains : Grave, fondamental !

Car lorsque les copains ne « sentent » pas un problème (la gravité du commerce des armes pour la paix internationale, pour le développement du Tiers-Monde, etc...) ils se demandent : « Où veut-il nous emmener ? avec ses conneries, il va nous faire du tort, supprimer nos emplois, etc... tout ça pour « ses idées ».

Outre le besoin incessant d'expliquer sans relâche ces exigences, quand c'est le moment, nous avons à être présents à l'action syndicale sans faux-semblant, en réalité : *on ne peut, syndicalistes, être des spécialistes de la lutte contre les ventes d'armes* ; par souci de rester crédibles auprès des copains mais aussi parce qu'on veut provoquer une *action collective des masses conscientes* et non des actes minoritaires et exemplaires. C'est beaucoup plus long et ce n'est pas glorieux, mais plus vrai et plus sûr !

Durant cette période, quelques camarades ont rejoint ce combat et une certaine majorité locale l'approuvait. Ceci nous a permis, à l'occasion du 36^e Congrès confédéral de la CFDT à Nantes, de présenter, au nom du syndicat, une résolution qui fut votée sans discussion par le Congrès, condamnant la politique militaire française. Elle fut jointe à celle qui condamnait les essais nucléaires, présentée par le syndicat national du CEA. Ce pas franchi, qui nous avait coûté un travail notable, nous avons déchanté en constatant le peu d'écho que soulevait notre texte. C'est, curieusement, au Japon que des missionnaires français en classe ouvrière l'on fait connaître ! (ceux-là même qui protestent régulièrement auprès du consul de France contre les essais dans le Pacifique). Il n'est pas superflu de signaler aussi les refus que nous avons essayés pour soutenir notre texte au Con-

grès : les syndicats parisiens et le puissant syndicat de l'arsenal de Brest ont refusé cet appui ! Nous mesurons combien E. Descamps savait de quoi il parlait : ce serait long !

Pendant cette période, nous avons eu aussi des contacts avec d'autres organisations très diverses qui œuvraient dans le même sens :

— Le *mouvement des cadres chrétiens* qui regroupe des ingénieurs de l'armement (civils et militaires). Ceux-ci s'interrogent sur le commerce des armes qui leur pose de graves problèmes de conscience. Sollicités pour participer à leur recherche, nous n'avons jamais refusé dialogue et débat, parfois rude, car il s'en trouve parmi eux qui justifient ce « moindre mal ». Paralysés par la bonne conscience, ou la mauvaise, ces scientifiques, ces industriels, sincères dans leurs recherches, leurs convictions, n'arrivaient pas encore à parler autrement que statistiques, chiffres, tableaux. Il semble toutefois qu'un espoir se dessine pour sortir de l'ornière des « deux consciences ».

Une remarque au passage : « Comment toi, travailleur de l'armement, tu es contre les ventes d'armes ? » Que de fois ai-je entendu cela ? et par des militants ! Ma réponse : « Et toi, tu es pour le capitalisme ? alors, regardes de quoi tu es habillé ! dans quelle bagnole tu roules ? Ton dentifrice vient d'où ? » *Nous sommes tous dans une situation ambiguë, apparemment contradictoire*. Qui voudrait fabriquer des armements, s'il pouvait bosser à autre chose au même salaire, avec la même stabilité d'emploi, aussi près de son domicile ? A-t-on voulu vivre en régime capitaliste ? non. Alors n'a-t-on pas à assumer chacun nos ambiguïtés ? L'essentiel n'est-il pas que nos aspirations restent libres, de « vouloir » autre chose ? ... mais comme signe de vérité : *que cela se traduise dans des actes*, ou mieux, dans une *action continue*. C'est ce que je m'efforce de faire personnellement, et c'est pourquoi grâce à cette lutte, je suis en paix, en accord avec moi-même.

— Les *organisations pacifistes* (Union pacifiste de France en particulier) dont je rejoins les aspirations généreuses à la paix entre les peuples, mais dont les raisonnements du type « y a qu'à... »

me rebutent. Ces militants n'ont rien trouvé de mieux pour régler le problème des fabrications d'armes que de *culpabiliser les travailleurs de l'armement*. « Tout boulon serré, c'est une vie écrasée » figurait en pleine première page de leur journal mensuel, avec illustration à l'appui.

Leur façon partielle, partiale et simpliste de présenter la question les disqualifie à coup sûr auprès des travailleurs !

— Les *mouvements non-violents* (Orléans, Lyon, Toulon) contacts épistolaire, enrichissants par les perspectives... mais à digérer à la façon d'un militant ouvrier, car j'ai trouvé beaucoup d'intellectuels et assez peu de travailleurs jusqu'ici dans ces milieux !

La participation que nous avons pu apporter à la plaquette du CLICAN de Toulon nous a réconfortés et nous a fourni un outil précieux de sensibilisation.

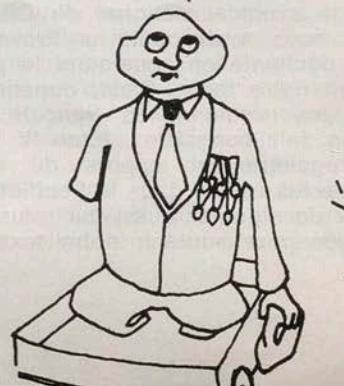
— La *lutte des paysans du LARZAC* que nous avons mieux connue à l'occasion du rassemblement « Moisson pour le Tiers-Monde » en août 1974. Cette immense forum du Rajal Del Guorp fut pour nous l'occasion de présenter une exposition publique pour la première fois sur les positions de la CFDT en la matière et de diffuser un tract en 3 000 exemplaires.

Découverte aussi, par le forum du vendredi sur l'ARMEE, du problème des bidasses, en direct grâce à des participants. Pas inutile, car quelques mois après, c'était Draguignan, Karlsruhe...

Chance enfin de découvrir le LARZAC grâce à l'Union locale CFDT de Millau : cette convergence de la lutte des paysans et celle des travailleurs du cuir, les difficultés dues à la grande variété des organisations participantes, les problèmes de sécurité (on l'a vu avec l'incident Mitterrand) tout cela restait concret, présent à la vie de tous les jours... même le soutien, pour la première fois depuis 1971, de la confédération CFDT, qui y avait envoyé Michel ROLANT.

— 1974 a été marquée aussi par une épreuve que nous attendions avec un peu d'appréhension : le congrès fédéral « Défense Nationale » à Autrans, en mai. Appréhension car les problèmes d'emploi commençaient à se faire sentir : parler des expor-

ALLONS ! ALLONS
COMMENT OSEZ-VOUS
IMAGINER UN MONDE
SANS ARMES... SONGEZ
AU CHOMAGE DES OUVRIERS
DES ARSEAUX... DES FABRICANTS
DE JOUETS MILITAIRES, DES
MANUFACTURES D'UNIFORMES
DES FABRICANTS DE MEDAILLES
ET DE RUBANS... SONGEZ
AUSSI A NOS ARTISTES
QUI ONT A FAIRE DE
BEAUX MONUMENTS
AUX MORTS... ET PUIS
ET PUIS... IL EST
IMPENSABLE
D'IMAGINER NOTRE
PATRIE
SANS
ANCIENS
COMBATTANTS !



tations d'armes, c'était parler (sans reconversions prévues) du plein emploi ! et dans un contexte politique surchauffé : les présidentielles !

Quel dilemme : soulever le problème devant des travailleurs qui ne sont pas de la corporation, rencontre de l'indifférence (vote du Congrès de Nantes). Le soulever auprès de travailleurs concernés provoque la peur et l'hostilité !

Fort heureusement, un rapport du secrétaire général Pierre ATEXIER intitulé « le sens de notre lutte » soulevait le problème à propos de la lutte contre la *privatisation* (qui continue de menacer nos établissements). Il posait un certain nombre de questions de fond, appelant les réactions des syndicats : cinq syndicats seulement sont intervenus sur ce rapport, dont celui du Bouchet. Nous avons été les seuls à faire état d'une action ! Nous avons, bien entendu, proposé une motion. Son vote ne fut acquis que parce que le puissant syndicat de Brest (la moitié des voix de la fédération) s'est abstenu, mais là encore personne n'en a discuté le contenu. Et pourtant, la question avait déjà été évoquée au 38^e congrès fédéral de Guidel en octobre 1971 ; nous avions fait voter l'amendement suivant dans la résolution générale : « ... le congrès estime que la fabrication d'armement doit être une responsabilité publique incomptant à l'Etat. Il attire l'attention des travailleurs sur les dangers moraux et humains que représente la commercialisation des armements » ...

En cette fin de 1974, les responsables fédéraux Défense Nationale CFDT les plus motivés en étaient à dire :

« — La vente des armes est un problème réel,

— Ce problème grave ne peut être résolu, à notre sens, tant que subsistera la droite au pouvoir. Il est vraisemblable que la gauche politique elle-même aura pendant toute une période, à faire une réflexion sur cette question. Cette réflexion, qui n'est pas simple, a été abordée par la gauche lors des élections présidentielles et a permis de toucher du doigt la complexité du problème.

— Il faut poursuivre la sensibilisation des travailleurs sur cette question au niveau confédéral et fédéral et donner les éléments politiques qui per-

mettent une analyse réaliste en fonction des options fondamentales de la gauche et des problèmes posés à la France d'aujourd'hui. Cette sensibilisation va être d'autant plus difficile dans cette période que le chômage sévit et que l'emploi devient aujourd'hui le souci primordial des travailleurs. »

Cette dernière analyse n'allait pas tarder à se révéler exacte lors de la préparation du 3^e congrès de l'Union Départementale CFDT de l'Essonne.

Le cercle des militants sensibilisés s'étant ouvert et enrichi grâce à des copains du Centre d'Essais en vol de Brétigny, du CEA (Direction des Applications militaires) et Syndicat Santé, deux objectifs étaient visés :

— présenter une résolution actualisée reprenant au compte de l'U.D. les positions de la Confédération Mondiale du Travail, de la Confédération et de la Fédération Défense Nationale,

— proposer la création d'une commission contrôlée par le conseil de l'U.D., qui répercuterait ces travaux dans les sections après les avoir entérinés.

Cette proposition a été élaborée pour trois raisons :

- dans les sections de base, tout le temps de réunion est absorbé par l'action revendicative,
- trop peu de militants par section sont assez sensibilisés pour enrichir une recherche,
- une pression naissait (*due au contexte de chômage*) à la base pour s'opposer à notre action : les sympathisants devenaient hésitants, les indifférents hostiles et les opposants habituels plus hardis ; un militant très valable dans l'action catégorielle a même démissionné du bureau tant que l'on poursuivrait cette action. Nous avons tenu néanmoins.

En créant un lieu de réflexion au niveau de l'U.D., nous échappions à cette pression de la base, nous rassemblions le potentiel de militants « motivés » du département.

Le congrès approuva sans difficulté la création de la commission en votant une résolution qui en définissait le domaine. Pour la présentation de la résolution sur la politique d'exportation, il en fut tout autrement : un changement de position au

sein du bureau syndical s'était effectué *dans les semaines précédant le congrès*. Nous n'avons pas voulu arracher in extremis un accord avec une trop juste majorité et nous avons retiré notre texte.

— Parmi les rares organisations C.F.D.T. à manifester un intérêt pour ces questions, signalons l'Union Départementale du Val de Marne qui organisa en juin 1974 et mai 1975 à Créteil, deux débats où s'exprimèrent des non-violents français : Muller, Bollardière, Monod, de Félice, Thomazo, etc...

Il est intéressant de noter qu'à l'occasion du débat de 1975, axé sur les luttes non-violentes, Léon Maillé du Larzac et Roland Vittot de Lip ont présenté la réalité de leurs luttes très franchement. Après le débat, je suis allé interroger Vittot sur la division « armements » de Lip. Il m'a répondu en substance de façon réaliste : « On ne pouvait pas attaquer tous les problèmes à la fois. L'emploi était le N° 1. Fabriquer ou non des armements ne dépendait pas que de Lip. Notre équilibre par rapport à notre base était trop fragile pour nous permettre alors ce combat là en plus. »

Réponse qui ne satisféra pas les « purs et durs » mais qui me satisfait comme *militant d'action de masse*, espérant qu'une sensibilisation sera entreprise pour assumer cette ambiguïté. Faute de quoi, ils ne pourraient plus parler de socialisme autogéré, de solidarité avec le Tiers-Monde, etc...

4) 1975-1976. Les contacts se multiplient, se diversifient et le travail se met en place dans la commission « Défense-Militarisation » de l'U.D.

J'ai été frappé par un débat à Nantes en février 1975 que nous animions devant 120 personnes avec Pierre Fabre du MDPL (Mouvement pour la Démocratie, la Paix, la Liberté) sur les ventes d'armes. Manifestement, une partie de l'assistance, qui menait un combat réel sur des questions de fond (objection de conscience, insoumission, etc...) mais des contestations *limitées* sur la société, s'étonnait que la CFDT locale les rejette. Ces camarades au dévouement admirable ne voyaient pas que leur contestation devait s'insérer dans une contestation globale pour l'enrichir. Je les ai incités à devenir des militants syndicalistes, des vrais, en restant des non-violents actifs.

Un autre débat intéressant eut lieu à l'école polytechnique en mai 1975 à la demande des animateurs de l'Amicale des élèves ; Roger Godement, professeur de maths en faculté a présenté l'entreprise des militaires sur la recherche scientifique en France, Jacqueline Demaldent, professeur de Sciences-éco. à Nanterre traitait du complexe militaro-industriel en France. J'arrivais en fin de parcours comme militant syndicaliste CFDT, pour parler du problème des ventes d'armes vu par les travailleurs de l'armement. La direction de l'école n'avait accepté ce débat qu'à condition qu'il soit contradictoire.

Nous avions en face de nous le général Barbery pour présenter le point de vue du pouvoir.

Débat animé, passionné parfois.

J'en ai retenu deux conclusions :

— le leitmotiv du général Barbery : « faut-il ou non une défense ? » sous-entendu si oui, armée seulement et donc armement, etc... l'engrenage était amorcé.

— le problème a sans doute des aspects économiques ; mais ne sont-ils pas aussi d'ordre psychologique (acceptation d'une militarisation à tous les niveaux) et surtout politique : quelle est la volonté populaire ?

A d'autres occasions, des organisations CFDT ont pris position :

- au procès de Claude Gilardi, jeune travailleur des Papeteries Darblay à Corbeil, objecteur et insoumis. En août 1975, l'Union locale CFDT de Corbeil-Essonnes est allée témoigner en sa faveur et pour affirmer les positions de la CFDT.

- au procès de Gaston Debard, en février 76, ingénieur à l'E.D.F., officier de réserve, qui avait renvoyé son livret militaire en signe de protestation contre la politique militaire française (ventes d'armes, extension des camps militaires, briseuse de grèves, essais nucléaires, etc...) avec 14 autres personnes. La fédération CFDT « Gazélec » est allée témoigner pour approuver les positions de Debard, militant CFDT. On notera la lettre au Président du tribunal, signée des organisations locales CFDT, FO, CGT, soutenant ses positions et appor-

tant leur soutien « au titre de la solidarité ouvrière ». (1). Sans la crédibilité de Debard, dans son action syndicale, quotidienne, aurait-ce été possible ?

Je n'avais pas pigé de suite, clairement, le rapport entre fabrication d'armement et défense armée. J'étais bloqué en effet, sur le seul aspect du commerce qui me semblait particulièrement immoral et odieux. En préparant notre texte pour le congrès de Nantes, on avait rencontré la question des dons d'armes (de la Chine notamment) à des peuples opprimés, et je l'acceptais bien. Le travail de la commission de l'U.D. m'a permis de poursuivre, de soutenir cette recherche et de l'élargir :

— à l'armement nucléaire (où actuellement les travailleurs sont directement confrontés au problème de la reconversion, sinon c'est le licenciement),

— à la lutte des objecteurs, des insoumis, contre l'ensemble du phénomène « ARMEE » dans ses dimensions économiques, idéologiques et culturelles.

C'est ainsi qu'au fil des mois, j'accumulais les informations dans la presse, sur tout ce qui touchait le contingent et l'armée ; et les autres participants de la commission faisaient de même. Lorsque l'on rassemble tous ces éléments, l'on voit clairement que « l'affaire » des comités de soldats a été dramatisée à souhait en Décembre 75, alors que la visite des syndicalistes CFDT des P. et T. de la Seinte-Saint-Denis à la caserne de Tübingen par exemple date de Juillet 75. On est alors inévitablement amené à réfléchir sur l'armée elle-même. A l'armée telle qu'elle est, avec notamment son type de rapports hiérarchiques (« obéis et tais-toi, le chef a toujours raison ») avec sa prétendue neutralité par rapport aux décisions et événements économiques et sociaux (volant de main-d'œuvre et chômage, interventions lors des grèves des services publics), avec le rôle qu'elle jouerait en cas d'arrivée de la gauche au Pouvoir. Le Portugal nous a fait réfléchir sur cet aspect-là, le Chili également.

Et la réflexion se poursuit, mêlée à l'événement : la surprise devant la condamnation de l'anti-militarisme par la CFDT s'est fort heureusement éclaircie par la suite.

Peut-il y avoir une armée autre que celle-là ? mais, au fait, l'armée sert à quoi ? Et c'est ainsi que l'on est arrivé à l'interrogation sur la défense. Elle est tellement fondamentale que nous en avons fait un point central d'intervention au prochain congrès confédéral d'Annecy (Mai 76) : toute la CFDT devrait contribuer à accélérer l'élaboration d'une position claire. Sur quels points ?

Une défense :

- de qui ?

- population qui constituerait un « ventre mou », ou une défense *voulue* et définie par le peuple lui-même, avec sa participation.

- de quoi ?

- est-ce seulement le potentiel matériel visible ? est-ce des valeurs patriotiques exacerbées, et qui aveuglent ?
est-ce un système économique politique qui écrase le peuple, ou l'avilit (homme = consommateur) ?

Contre qui ?

- l'étranger ?

- « l'ennemi » intérieur ? quelle vision des hommes différents de nous cela suppose-t-il ? Qui serait « étranger » si les relations internationales étaient populaires ?

Contre quoi ?

- les agressions ? lesquelles ? ne sont-elles que militaires ? (capitaux étrangers des multinationales en France).

- La poussée de l'individualisme n'est-ce pas aussi dangereux pour une unité de peuple ?

Une défense avec qui ?

- conscription ?

- armée de métier ?

- groupes d'auto-défense décentralisés ?

comment ?

- défense armée respectant l'objection ?

- défense populaire non-violente ?

- co-existence transitoire des deux types ?

Une défense décidée par qui ?

- par les spécialistes (militaires) et le parlement ?
- par le peuple ?

Une défense au nom de quoi ?

- redéfinition de la patrie, du patrimoine, du patriotisme.
- défendre ce qui est « nous », ce que l'on a acquis par nos luttes, ce qui nous est cher, un ETRE aussi, pas seulement un AVOIR ?

Il nous est apparu clairement au fil des mois que la liberté d'action du pouvoir en place, sur les exportations massives d'armes, sa politique militaire, conventionnelle ou nucléaire, ses conceptions désuètes sur l'armée, étaient liées à une cause profonde et peu visible : *la militarisation du peuple*. Pourquoi le peuple est-il si « cocardier » ?

Toute une stratégie s'est édifiée en ce sens :

- officier conférencier dans chaque département,
- visites d'unités par des lycéens (à la demande des chefs d'établissements scolaires),
- stands dans les foires avec matériels, chars, etc.
- émission de télévision : « A vous de jouer milord ! » - 1^{re} chaîne - 20 h 30 - 6 épisodes en novembre 74.

La liste serait longue ; mais des clichés sont bien ancrés dans les esprits sur l'armée qui « forme des hommes ». N'est-ce pas cette réalité d'une classe ouvrière encore militarisée dans son conscient ou son inconscient que nous avons à prendre en compte ?

Je n'y vois, pour ma part, qu'une réponse : mener journalement, patiemment, loyalement, parmi les travailleurs, une action qui les engage, parce que réfléchie. Une action non-violente active.

Et là, comme tous, je suis en recherche, j'expérimente, je réfléchis sur l'action, j'avance.

Compte tenu des traditions populaires françaises, la non-violence avancera sans dire son nom, en imprégnant peu à peu l'action de tous les groupes qui cherchent une libération de l'homme qui ne soit tournée contre personne. Il est un peu tôt

pour écrire une non-violence vécue dans l'action ouvrière à la base. Laissons la vie occuper la scène et chacun, un peu plus tard, nous partagerons notre vécu, l'enrichissement que nous en aurons tiré, les avancées du peuple, source de nos joies, soutien de nos espoirs.

Jo DJIVELEKIAN,
C.F.D.T. de longue date
fraîchement P.S.
en recherche sur la non-violence.

(1) Voici cette lettre :

ISSY-LES-MOULINEAUX, LE 20 JANVIER 1976

Monsieur le Président,

Les organisations syndicales (CGT, CFDT, FO) du S.T.I. (E.D.F.) à Issy-les-Moulineaux s'élèvent contre l'inculpation d'un des leurs qui, en 1974, a renvoyé son livret militaire pour protester

CONTRE :

- La militarisation croissante de l'économie et les ventes d'armes à des pays racistes (Afrique du Sud) ou fascistes (Chili), qui profitent aux grands trusts capitalistes.
- L'extension des camps militaires dans le mépris des populations locales (Larzac par exemple).
- L'utilisation de l'armée contre les travailleurs en brisant les grèves.
- La politique de défense nationale fondée sur l'arme atomique dirigée contre les populations civiles.

POUR :

- Un statut équitable pour les objecteurs de conscience. Elles exigent l'arrêt des poursuites contre lui et ses camarades et prennent dès aujourd'hui toutes dispositions pour lui apporter leur soutien au titre de la solidarité ouvrière.

CFDT

CGT

CGT-FO

La défense civile : une défense démocratique

Differences avec la stratégie militaire

Lorsque des « Chercheurs sur la paix » (1) discutent avec des stratégies militaires des possibilités de démilitarisation en Europe, leurs conceptions n'ont presque aucun point commun. Les stratégies justifient les dépenses militaires actuelles par la nécessité de maintenir, entre les Etats pris isolément et les grands blocs, une situation d'équilibre militaire qui conditionne d'une part la détente politique et d'autre part la dissuasion militaire. Leur perspective à court terme est une régulation en commun des armements (réalisée dans les accords SALT par exemple), à long terme c'est une réduction équilibrée des armements, à condition que celle-ci ne modifie pas fondamentalement la répartition du pouvoir à l'échelle mondiale et dans chaque Etat.

(1) « Chercheurs sur la paix » : cette expression, assez peu élégante en français, essaie de traduire l'allemand « Friedenforscher ». La « Friedenforschung » allemande, la « Peace research » anglo-saxonne, désignent des activités de recherche théorique sur les stratégies de lutte et de défense non militaires.

Les stratégies militaires et les « Chercheurs sur la paix » ne peuvent réussir à s'entendre : la recherche sur la paix conteste la possibilité même de définir un équilibre militaire, refuse de considérer comme objectif politique premier la stabilisation du pouvoir à l'échelle mondiale et dans chaque Etat, et vise en premier lieu un accroissement de la justice sociale aussi bien dans chaque Etat qu'au niveau mondial.

Les « chercheurs sur la paix » font remarquer que des armements, même s'ils sont envisagés dans un but défensif, sont considérés par l'adversaire comme potentiellement agressifs : cette appréciation réciproque et la dynamique propre à l'appareil militaire et à l'industrie des armements provoquent l'accroissement des armements et de nouveaux conflits armés (même s'ils ne surviennent qu'à la périphérie du système des Blocs).

Fonctions cachées de l'OTAN.

Peut-être devrions-nous regarder avec quelque suspicion ce qui, pour les militaires, est une évidence. Peut-être l'OTAN et la Bundes-Wehr (Armée fédérale) n'ont-elles pas seulement un rôle de dis-

suation ou de défense contre les agressions communistes en matière de politique extérieure. Elles sont aussi, et de plus en plus, des instruments potentiels d'une part pour intimider les Etats du tiers-monde qui voudraient se révolter contre leur situation de dépendance vis-à-vis des nations industrielles, et d'autre part pour empêcher ici, dans les Etats de l'Europe et du Centre, des transformations du système économique ou de défense — quelle que soit d'ailleurs la légitimité démocratique de ces transformations.

C'est à juste titre que l'expérience du Chili a tant marqué ici les Jeunes Socialistes (2) ; Karsten Voigt a pu dire à ses camarades : « Le putsch a été accompli par des ennemis de la Constitution dans les services publics : des généraux, des amiraux, et des chefs de police ».

Le chef du Parti Chrétien Démocrate (3), M. H. Kohl, a déclaré lors d'une réunion de la CSU (4), après le putsch du Chili : « La CDU et la CSU n'assisteront pas sans réagir à la tentative que font certains membres de la SPD et aussi du gouvernement pour changer la qualité de cet état ». Erwin Horn, député SPD au Bundestag (5) et membre de la commission de défense, a commenté cette affirmation de Kohl en l'appliquant à l'avenir : « Celui qui parle ainsi programme clairement un coup d'Etat en RFA, et il est disposé également à utiliser abusivement l'armée fédérale à des fins politiques.

(2) Les jeunes socialistes, ou « Juso », constituent la fraction de gauche du SPD (parti social-démocrate) au pouvoir depuis 1969.

(3) Parti chrétien démocrate, CDU : parti de droite, dans l'opposition depuis 1969.

(4) Union chrétienne sociale, CSU : parti un peu plus à droite que la CDU et qui se recrute essentiellement en Bavière.

(5) Bundestag : Parlement allemand.

Lorsque la situation sociale et politique est calme, ces problèmes sont masqués ». (Frankfurter Rundschau - 19-X-73).

Mais c'est la question suivante que l'on devrait se poser : quelle serait la situation tactique si les Jeunes Socialistes d'aujourd'hui, avec leur programme (pourtant modéré) de réformes structurelles, venaient à former un gouvernement dans la prochaine décennie ? Je reviendrai sur cette question pour la concrétiser et la préciser.

Tout d'abord, dans notre optique, un point me semble important. Lorsqu'on parle de désarmement et de politique de défense aujourd'hui, on devrait avoir présentes à l'esprit au moins cinq fonctions de l'appareil militaire occidental :

(1) La fonction *officielle* qui consiste en un potentiel de dissuasion face aux forces du Pacte de Varsovie.

(2) La fonction *économico-politique* de l'armement.

(3) La fonction de *création d'une super-puissance*, qui vise à réaliser l'unité politique de l'Europe d'après le point de vue des militaires et selon les critères des puissances les plus conservatrices.

(4) La fonction de *maintien des priviléges* face aux états exploités du Tiers-Monde.

(5) La fonction de *stabilisation* et de *restauration* de l'autorité en matière de politique intérieure.

D'ailleurs il n'y a pas que les armées des pays capitalistes qui exercent cette fonction de stabilisation de l'autorité. Depuis août 1968, les socialistes savent ce qu'ils ont à attendre des Armées Rouges. Si un « chercheur sur la paix » veut faire évoluer en République Fédérale une conception réaliste du désarmement et éventuellement une alternative de défense, il devra tenir compte des

cinq fonctions de l'appareil militaire que nous venons d'évoquer. Non pas pour trouver un équivalent fonctionnel à chacune de ces fonctions, mais pour créer un ordre social et européen, dans lequel ces fonctions ne doivent plus être acceptées telles qu'elles ont été jusqu'à présent. Il ne s'agit donc pas simplement de désarmer ou de trouver un autre instrument de défense pour le cas où « les Russes arriveraient » ; mais il s'agit de créer en Europe un ordre pacifique qui supprimerait les contraintes capitalistes du système actuel et développerait des formes d'économie ne nécessitant plus une intimidation du Tiers-Monde. Il s'agit parallèlement d'une conception de la défense qui permette d'assurer le développement de cette politique de paix contre des putschs et des interventions réactionnaires, que ces agressions viennent de groupes conservateurs des Etats membres de l'OTAN ou du Pacte de Varsovie.

Les négociations sur le désarmement :

Opium des pacifistes.

Beaucoup d'entre nous, en entendant ce mot d'ordre : « Politique de paix en Europe », attendent sans doute de moi que, comme pacifiste, je parle avec optimisme des perspectives de succès de la Conférence pour la Sécurité et la Coopération en Europe et des possibilités de réduction des troupes.

Malheureusement les enquêtes de mes collègues de l'*Institut Hessois de recherche sur la paix et les conflits* ne m'y poussent pas tellement. Dieter Senghaas qualifiait ces tentatives d'« utilisation symbolique de la politique », ce qui signifiait, en clair, qu'elles sont de la poudre aux yeux. Certes, en tant que simple citoyen, on peut se dire qu'il vaut mieux négocier que tirer ! mais l'on devra aussi écouter

les « chercheurs sur la paix » nous dire que les espoirs que l'on peut fonder sur de telles négociations au niveau gouvernemental sont l'opium des pacifistes. Afin de perdre vos illusions je vous recommande la lecture du livre de Dieter Senghaas « Le réarmement par le contrôle des armements » (Stuttgart - 1973). Voici simplement, à titre d'exemple, quelques remarques sur le problème de la réduction équilibrée et réciproque des troupes. Il est certes impossible de déterminer ce que signifie « équilibrée », mais il faut compter avec des réductions unilatérales de troupes, que l'on justifiera pourtant dans le schéma d'équilibre. Il ne s'agira cependant pas d'un progrès en matière de politique de paix, mais simplement de manœuvres d'ajustement technocratiques.

Le ministre de la défense, M. Leber, a annoncé récemment que la Bundeswehr, elle aussi, doit voir ses effectifs diminuer de 30 000 hommes. Pour la simple raison que le taux de croissance du budget de défense en période de détente doit s'adapter à celui des autres budgets ministériels et qu'il ne peut croître en suivant la courbe des dépenses de matériel et de personnel. Ceci a eu pour conséquence que la part des dépenses de personnel dans le budget de la Bundeswehr est passée de 57 % en 1966 à 71 % en 1972. Devant cette évolution, on imagine aisément que l'industrie des armements souhaiterait voir une nouvelle amélioration de sa position au détriment des dépenses de personnel. On pourra également se permettre à l'avenir un accroissement du nombre des objeteurs de conscience ; en leur accordant davantage d'autogestion et le droit de grève n'obtiendrait-on pas une main-d'œuvre bon marché pour les services sociaux, main-d'œuvre que l'on n'obtiendrait vraisemblablement sur le marché libre du travail que grâce à un effort financier plus important ?

J'en conclus que de simples progrès dans le domaine de l'objection de conscience et même la

suppression du procédé de l'examen (6) ne nous avancent pas tellement en ce qui concerne la politique de paix. Ne nous laissons pas abuser par cette manœuvre répressive qu'est le procédé de l'examen. La régulation des armements, la réduction des troupes (qu'elle soit réciproque ou unilatérale) la poussée de l'objection de conscience, la suppression du procédé de l'examen, tout cela ne signifie pas en soi une diminution des dépenses courantes de l'appareil militaire ni non plus un progrès vers une plus grande justice sociale.

Les réformes structurelles anticapitalistes comme base de la politique de paix.

Par manque de temps, il me faut avancer un peu vite et vous présenter de façon abrégée comment et où l'on devrait préparer la politique de paix. Pour des explications plus précises je vous renvoie à « *Une politique socialiste de paix pour l'Europe* » de Walter Möller et Fritz Vilmar (Hambourg - 1973).

Ma thèse principale est la suivante :

Le désarmement (ainsi d'ailleurs qu'une autre politique de défense comme la défense civile) ne peut être envisagé indépendamment de la transformation générale de la société. Tous deux sont des composantes irrécusables d'un programme global de réformes structurelles anticapitalistes.

(6) Procédé de l'examen : en Allemagne fédérale, pour obtenir le statut d'objecteur de conscience, il faut, comme en France, déposer une demande qui est examinée par une commission spéciale. A la différence de la loi française, la loi allemande ne précise pas que les motivations doivent être exclusivement « philosophiques ou religieuses ». Les objecteurs allemands sont donc beaucoup plus nombreux (20 à 30 000). Une de leurs revendications est la suppression de « l'examen ».

Je voudrais souligner le fait que ces réformes de structures anticapitalistes ne consistent pas à accepter le modèle de socialisme d'Etat en provenance de Moscou, mais qu'il s'agit, sur la base de la constitution et par des actions non-violentes, de développer et de faire passer sur le lieu de travail des formes autonomes d'autogestion, de sorte qu'à l'avenir les priorités socio-politiques soient définies en fonction des besoins des hommes et non d'après les profits qu'espère en tirer une petite minorité. Lorsqu'on pense qu'une amélioration de la qualité de la vie dans notre pays et une politique économique ne reposant pas sur l'exploitation d'autres pays ne sont possibles que grâce à des réformes structurelles anticapitalistes, lorsqu'on considère que le programme des Jeunes Socialistes constitue en gros une base de départ réalisable ou au moins susceptible d'évolution (s'il y a une mobilisation politique suffisante à la base) alors il faut bien constater aussi que ces Jeunes Socialistes ne présentent pas d'alternative en matière de politique de défense. C'est la raison pour laquelle M. Leber, Ministre de la Défense, a réussi récemment, lors d'une séance de clôture du groupe parlementaire, à « rallier la gauche à l'alliance atlantique ». Le « gel du budget de l'armement » n'est pas un concept de gauche mais une parole embarrassée que l'on se reprochera à la longue bien davantage que si l'on osait étudier, pour une République Fédérale Socialiste, un autre concept de défense.

*L'enseignement du Chili
en matière de politique de défense.*

A l'occasion du putsch du Chili, certains « Jeunes Socialistes » se sont rendus compte que leur programme présentait une lacune en ce qui concerne la politique de défense. Si l'on estime nuisible la construction d'un cadre armé du style de la « Frac-

tion armée rouge » (7), il ne reste qu'une perspective logique : la défense sociale. Il existe déjà une abondante littérature sur la défense sociale, c'est-à-dire une résistance civile préparée à l'avance comme politique de défense. L'anthologie de Adam Roberts parue sous le titre : « Résistance non-violente contre des agresseurs » (Göttingen, 1971) constitue la meilleure introduction. Beaucoup de points doivent encore être réexamинés ; mais, comme nous l'avons vu, il en est de même des réformes structurelles.

J'estime important cependant qu'une autre perspective de défense fasse l'objet d'une plate-forme politique entre les « Jeunes Socialistes » et les associations qui luttent politiquement pour la paix. Ceci pour deux raisons :

1. - Lié à une alternative de défense, le programme de réformes structurelles anticapitalistes s'étoffe et constitue une démarcation pratique d'avec le réformisme néocapitaliste et le socialisme bureaucratique d'Etat.

Ces liens entre le socialisme et une action non-violente consciente représentent une nouvelle notion historique : Egbert Jahn, mon collègue de Francfort, lui donne le nom de « Civilisme ».

2. - D'une perspective de défense à long terme découlent également d'importantes revendications dans le domaine de la politique quotidienne. Jusqu'à présent les « Jeunes Socialistes » et les Jeunes Démocrates se sont à peine souciés de l'organisation du Service Civil des objecteurs de conscience. Il s'agirait ici d'exiger une formation en vue du règlement non-violent des conflits, qu'il s'agisse des conflits courants en politique intérieure, ou des conflits extraordinaires en politique extérieure.

(7) Fraction Armée Rouge : groupe d'extrême-gauche recourant à la violence armée.

La formation ordinaire de base en vue d'une politique de défense.

Si l'on veut que la résistance civile contre un intervenant extérieur ou contre des putschistes locaux fonctionne sérieusement, il faut que les structures de communication et les comportements adéquats soient déjà étudiés ou au moins connus dans les conflits de tous les jours. Une politique de défense s'appuyant sur une démocratie à la base est, comme son nom l'indique, non pas l'affaire d'une troupe impuissante, encasernée et isolée du peuple, mais au contraire l'expression politique de ce qui a été appris tous les jours ; avec, en plus, quelques mesures spécifiques de défense qui ont fait l'objet auparavant d'un accord entre le peuple et le gouvernement.

La participation à des luttes populaires et aux conflits sur le lieu de travail, le comportement qu'il y apprend, constituent la formation de base du citoyen à la politique de défense. Ce qui ne veut pas dire qu'il adoptera forcément et spontanément, le moment venu, le bon comportement. Il aura besoin pour cela de quelques réflexions supplémentaires ainsi que de l'apprentissage et de l'exercice d'autres formes de résistance. Cependant il ne peut y avoir de résistance civile efficace, sans une mobilisation de base préalable lors de conflits locaux.

Mesures supplémentaires au niveau gouvernemental.

Mais une mobilisation de la base contre un putsch ou une agression n'est pas un simple automatisme. Certes il faut avoir pratiqué la démocratie de base dans la vie quotidienne, au travail ou dans des « initiatives populaires » mais la résistance contre un putsch ou une agression nécessite

une préparation particulière au niveau gouvernemental. C'est là que le gouvernement Allende a, sans aucun doute, raté ou omis quelque chose. Pour le gouvernement d'un pays menacé il existe une mauvaise façon d'agir et deux bonnes. La mauvaise, c'est de se retirer dans son cabinet et de faire défendre l'immeuble où siège le gouvernement par la garde du palais. Les bonnes façons d'agir consistent soit à aller vers le peuple et à chercher, avec lui, l'épreuve de force dans une manifestation de masse, soit à organiser à partir d'une portion de territoire inoccupée la base ou l'exil du gouvernement légal en vue d'assurer sa continuité : ce fut le cas lors du putsch de l'officier Kapp (8). Là aussi les membres du gouvernement peuvent se répartir les rôles : certains peuvent participer aux rassemblements de masse et d'autres peuvent se soustraire à l'emprise de l'agresseur. Il est possible de préparer techniquement beaucoup de mesures de résistance : la diffusion des nouvelles, le transfert des devises à l'étranger. Un grand nombre peuvent s'apprendre par l'exercice : l'organisation d'une grève et la non-coopération de l'administration. En cas de crise, ces manœuvres de défense peuvent avoir sur les putschistes ou sur les agresseurs étrangers un effet dissuasif.

Hypothèses de défense

Avant d'expliquer en détail les possibilités d'une stratégie de dissuasion par une résistance civile connue et préparée, il me faut encore clarifier les situations de défense qui peuvent se présenter. La résistance civile devrait pouvoir s'exercer aussi

(8) En 1920, Kapp, aidé du Général von Lüttwitz, tenta un putsch contre la République de Weimar. Cette tentative échoua à cause de la grève générale décidée et organisée par les syndicats ouvriers. Pendant ce temps-là, le gouvernement légal s'était retiré à Stuttgart.

bien contre des usurpateurs internes que contre des agresseurs étrangers. De plus en plus souvent il faudra s'attendre à une forme d'agression mixte, dans laquelle des groupes internes demandent une intervention de l'étranger pour les soutenir. Pourtant je ne vais traiter ici que deux types d'agression caractéristiques : d'abord l'agression étrangère puis l'usurpation interne. Car il est possible d'en déduire les stratégies de dissuasion contre des formes mixtes d'agression, comme celles de la République Dominicaine en 1965 ou de la Tchécoslovaquie en 1968.

En cas d'agression étrangère, il faut distinguer trois buts : premièrement l'utilisation militaire du territoire et de son réservoir de main-d'œuvre ; deuxièmement l'exploitation du potentiel économique : matières premières, entreprises industrielles et moyens de transport du pays ; troisièmement la mise au pas idéologique et l'octroi de nouvelles structures politiques. Généralement ces trois objectifs sont poursuivis en même temps, mais souvent par des groupes d'intérêt et des autorités différentes qui peuvent entrer en conflit lorsqu'ils établissent l'ordre des objectifs prioritaires.

Le constat d'agression étrangère est en général plus simple à établir que celui d'une usurpation violente par des éléments internes à l'Etat. La définition de l'usurpation par la force dépend de la situation de la population dans le processus de transformation sociale, comme l'ont montré les diverses réactions de la presse allemande au putsch du Chili. Etant donné que la République Fédérale a un régime social capitaliste et formellement démocratique, et que la minorité qui possède les moyens de production dispose, même sans l'aide d'un coup d'Etat, d'une puissance suffisante, le problème de la résistance civile contre des usurpateurs ne se poserait qu'au cas où des transformations sociales et politiques radicales seraient entamées. Dès que la majorité de la population utilise les moyens constitutionnels ou les méthodes non-

légalistes de l'action non-violente directe pour remplacer la minorité dominante par ses propres représentants, des situations de défense peuvent apparaître, qui rendent nécessaire la résistance civile contre les usurpateurs armés, parallèlement au soulèvement non violent ou après lui. Les usurpateurs pourraient être certains membres de l'équipe dirigeante précédente qui, refusant la décision de procéder à une transformation des structures sociales, résistent par la force des armes, en tentant de se justifier par une idéologie d'extrême-droite et la référence à des machinations révolutionnaires. Ce qui pourrait être fatal dans une telle situation, serait que des organisations armées et structurées de façon autoritaire (selon une idéologie de droite ou de gauche) se légitiment mutuellement dans leur recours à la violence et qu'elles considèrent la prise du pouvoir par les armes comme une mesure d'exception pour sauvegarder soit la démocratie (traditionnelle) soit les conquêtes sociales. Dans un processus de transformation sociales, on n'insistera jamais assez tôt sur la nécessité de ne pas recourir à de telles mesures : cette mise en garde devrait être une composante essentielle de toutes les étapes du changement de société vers plus de participation démocratique et de justice sociale.

On peut aussi imaginer une intervention de l'étranger. Elle pourrait être le fait de nos anciens partenaires au sein de l'Alliance, qui voudraient restaurer le statu quo ; mais elle pourrait aussi être le fait des Etats du Pacte de Varsovie, qui considéreraient les réformes « civilistes » de leur voisin comme une provocation idéologique mettant en péril leur propre système.

Faire prévoir le coût d'une agression.

Dans le cas d'une résistance civile préparée à tous les niveaux de la société, il faudrait que

l'agresseur potentiel se rende compte que, malgré l'absence de « défense du territoire », le contrôle effectif du pays ne sera pas une promenade mais une entreprise qui lui coûtera de plus en plus cher.

Sur l'origine de ces dépenses, les théoriciens de la résistance civile ont d'abord émis des avis très différents. Les premières réflexions sur la résistance civile face à des agresseurs étrangers partaient encore de l'idée qu'il est possible de se soustraire personnellement à l'emprise de l'occupant. L'arrêt total du travail, l'auto-sabotage et la fuite caractérisaient ces façons de penser que l'on a dû ensuite considérer comme inutilisables ou très partiellement valables. La grève générale, cette arme la plus fascinante de l'action non-violente dans les conflits internes, ne peut être utilisée contre un adversaire étranger que momentanément et dans un but de démonstration. En tous cas elle peut exercer une pression matérielle sur des putschistes ; mais, si elle dure, elle pousse la population ouvrière dans les bras de l'usurpateur qui se présente comme « puissance d'ordre ». Au cours de la résistance civile, il s'agit donc de préserver l'efficacité de l'administration et de l'économie grâce à la « poursuite d'un travail excluant la collaboration ».

Les fonctionnaires, les employés et les ouvriers demeurent donc en règle générale à leur poste, mais ils refusent d'obéir aux usurpateurs ; ils remplissent leurs devoirs dans le cadre des droits en vigueur et en toute responsabilité vis-à-vis de leurs concitoyens et ils prennent également des initiatives, là où les circonstances l'exigent. Pour les manifestations sur la voie publique, il reste toujours certaines catégories de population comme les travailleurs du secteur éducatif : leur cessation de travail, pour peu de temps, est supportable par l'économie.

Face à cette désobéissance active, l'envahisseur

se trouve confronté au problème du remplacement de ces citoyens insoumis à emprisonner, par des « collaborateurs » compétents ou par ses propres techniciens. La continuation du travail avec refus de collaboration doit montrer clairement à l'agresseur que le contrôle effectif du pays occupé ne mobilisera pas seulement un grand nombre de soldats mais aussi autant de civils que s'il s'agissait d'une installation en règle.

Pendant la deuxième guerre mondiale, la politique d'assimilation de l'administration locale a permis la présence d'un très petit nombre de civils allemands pour diriger la politique d'occupation en tant que « fonctionnaires en mission ». Le minimum a été atteint au Danemark avec 200 civils allemands pour 4 millions d'habitants. Le docteur Best, plénipotentiaire du Reich, attire l'attention sur un contre-exemple qui en dit long : pendant la politique d'occupation en Norvège, il a fallu 3 000 fonctionnaires allemands pour accomplir le même travail qu'au Danemark, à cause de la résistance passive des 2,8 millions d'habitants. Entre la « politique d'assimilation sans collaboration » du Danemark et « la poursuite du travail sans collaboration » de la défense civile il y a donc une différence sensible que l'on peut mesurer quantitativement. En cas de poursuite du travail sans collaboration, l'occupant est forcé de passer à une « administration d'intervention », et de pomper, dans le pays occupé, un beaucoup plus grand nombre de civils qu'il n'aurait dû le faire dans le cadre d'une politique d'assimilation. Les premières données sur les effets de la « poursuite du travail sans collaboration » nous viennent de la lutte de 1923 dans la Ruhr : lorsque les cheminots allemands refusèrent de transporter du charbon vers la France et la Belgique, il fallut engager 9 079 fonctionnaires français et 957 fonctionnaires belges pour exécuter ce travail de façon précaire.

La division du travail dans la société industrielle

moderne oblige l'occupant à avoir sous la main des spécialistes qualifiés pour remplacer les résistants qu'il liquide pour désobéissance civile.

Lorsqu'un éventuel occupant doit faire face à une non-coopération qui s'étend aux domaines les plus importants de la société, il va sans doute se trouver confronté à des problèmes politiques insurmontables, si la population du pays adverse est presque aussi nombreuse que celle de son propre pays. Mais même si l'occupant dispose de la supériorité numérique, sa politique d'occupation lui coûtera extrêmement cher si son pays connaît le plein-emploi (en ce qui concerne les emplois qualifiés), et dans tous les cas, elle sera économique-ment non-rentable.

La résistance civile contre des usurpateurs internes.

A la différence de l'agression militaire étrangère, il s'agirait, en cas d'usurpation contre-révolutionnaire ou contre-réformiste, non pas d'une invasion subite mais du degré le plus élevé dans l'escalade des tentatives de répression. Dans leur longue marche à travers les institutions, les anti-militaristes et ceux qui luttent contre les structures capitalistes doivent s'attendre, de la part de l'exécutif en place, à des luttes d'obstruction légaliste toujours renouvelées, visant par exemple, dans le cas d'une institution déjà en partie démocratisée, à restaurer la situation précédente. Si cette restauration n'aboutit pas par des voies légales, il faudra également envisager que ces privilégiés, se sentant menacés, peuvent créer, encourager ou tolérer des groupes terroristes d'extrême-droite. Dans la préparation à la défense contre des coups d'Etat, on peut commencer par une longue période d'apprentissage, ce qui n'est pas le cas dans la résistance civile contre des agressions étrangères. On sait à qui l'on a affaire ! une société qui veut se démocratiser devrait s'attaquer très rapidement

au problème de la défense de ses conquêtes contre des tentatives de restauration légalistes : en tous cas le coup d'Etat ne constituerait que la dernière arme des réactionnaires.

Dans les démêlés de la longue marche à travers les institutions, il existe le danger de voir les forces progressistes essayer, de leur côté, d'intimider par la violence les forces d'extrême-droite. Cela peut commencer par la perturbation des réunions d'extrême-droite et continuer par des batailles de rue. La « fraction Armée Rouge » a, elle aussi, cherché à justifier son existence en Allemagne fédérale par l'organisation d'une autoprotection prolétarienne face à la contre-révolution. Dans la pratique elle n'a pourtant servi qu'à fournir à une grande part de la population un prétexte plausible pour militariser encore davantage la police.

Comme l'a montré une enquête berlinoise sur des activités anti-NPD (9), les mesures de résistance contre des tentatives de « restauration » devraient être telles qu'elles ne consolident pas l'extrême-droite, ne lui donnent pas une conscience de martyre, mais au contraire l'insécurisent dans son fanatisme et lui retirent le soutien de la bourgeoisie (10).

Si pourtant on en venait à une tentative de putsch, les meilleurs moyens pour faire échouer l'entreprise seraient les démonstrations non-violentes de masse, la grève générale des ouvriers et le refus de coopération de l'administration. Il faut d'ailleurs envisager qu'une partie de l'administration en place et de la bourgeoisie insécurisée coopère avec les partisans de la restauration. Il s'agira alors que les organisations de base puissent remplacer

à court terme ces collaborateurs par ses propres institutions de résistance.

Il existe un autre problème difficile dans la défense contre des usurpateurs de droite : comme les circonstances le prouvent, on ne peut éviter complètement que tout mouvement démocratique de base ne comporte une aile autoritaire potentiellement violente, qui entre en conflit avec une parti centralisé de cadres éventuellement armés. Ces groupes de cadres élitistes trouvent généralement indispensable, après un soulèvement plus ou moins violent des masses, de donner le coup de grâce aux réactionnaires dans une action violente limitée, de chasser les auteurs de compromis et d'établir une dictature « éducative » pendant une période de transition. Dès le début il faudra résister aussi à ces tendances en utilisant d'ailleurs des moyens démocratiques appropriés. Ce sont moins les objectifs sociaux à long terme que les structures autoritaires (qui se veulent « éducatives ») qu'il faut refuser chez ces groupes. Pour y parvenir, la meilleure méthode est la mobilisation des groupes de base, et non de la police, et très rarement une procédure d'exclusion. Il est très important que les groupes de libération non-violents aient une activité offensive, qu'ils agissent avec plus d'impatience et qu'ils aient le souffle plus long que leurs concurrents violents. Comme les groupes de cadres élitistes ne peuvent évidemment pas renoncer à toute légitimation démocratique, le mouvement de masse démocratique devra remettre à leur place ces rejetons de Staline, moins par des actions directes que par des élections et des votes. En cas d'actions putschistes violentes, il faudrait isoler les institutions usurpées et les remplacer par des institutions parallèles démocratiques.

Les obstacles sur le chemin de cette recherche.

Les différentes conceptions sur l'utilisation de la résistance civile comme moyen d'une politique de

(9) NPD : parti néo-nazi. Recueille moins de 5 % des voix et n'a donc pas de député au Bundestag.

(10) G. Jochheim, **Confrontation avec le NPD**, tiré de Th. Ebert, **La résistance civile**, Düsseldorf, 1970.

défense constituent depuis environ 10 ans, sous l'appellation « Défense Civile », un sujet d'étude pour la recherche sur la paix. Entre temps ces conceptions ont tellement évolué que l'on pourrait envisager de les mettre en pratique.

Il est inquiétant cependant de constater que le phénomène du « cultural lag » qui consiste en un décalage temporel entre une découverte et son écho dans l'opinion publique, se rencontre dans la défense civile à un degré particulièrement frappant. La défense civile fait l'objet de discussions animées entre des chercheurs de différents pays, qui ont des orientations pacifistes, démocrates et socialistes ; et il existe aussi des groupes non-violents de base qui recueillent les résultats de la recherche et poursuivent les discussions scientifiques. Il faut cependant avouer que la majorité des « chercheurs sur la paix » évitent de considérer la problématique d'une autre politique de défense et d'intégrer la défense civile dans leurs projets. Dans les programmes de défense des partis, le concept de défense civile est mentionné en passant comme sujet d'étude. Même les grandes associations allemandes de « l'Internationale des Résistants à la Guerre » ont actuellement une attitude de refus ; le concept de défense civile est accepté uniquement par le Mouvement International pour la Réconciliation et son Journal « Gewaltfreie Aktion » (action non-violente), par l'Union des Pacifistes Progressistes et des objecteurs de conscience (PPK) et par les groupes de base réunis autour du journal « Grasswurzelrevolution » (11).

Cette résonnance limitée dans les sciences et dans l'opinion politique est dûe à mon avis aux circonstances suivantes : le concept de défense

civile rompt avec toutes les traditions, qu'elles soient militaristes, anti-militaristes, ou pacifistes ; c'est pourquoi les conservateurs d'un camp comme de l'autre sont à priori sceptiques.

Le sujet d'examen est peu réjouissant. On tente le diable. On repousserait volontiers ce genre de thèmes. Certes si un désarmement général équilibré pouvait fonctionner, ce serait beaucoup plus confortable pour les « heureux possédants ». La troisième raison est donc que même si les gens au pouvoir formulent le vœu de réaliser le désarmement, ils ne veulent en aucun cas le payer par la perte de leurs priviléges.

Enfin je vois une raison théorique au rejet de ce thème de la défense civile même dans les sphères de la recherche critique sur la paix : c'est que, jusqu'à présent, on a mené cette recherche presque uniquement sur le plan *critique*. Certes la défense civile se base sur une analyse critique, mais elle est elle-même une proposition concrète, constructive. Pourtant dans les sciences sociales en Allemagne, l'analyse critique est traditionnellement beaucoup mieux considérée que les propositions politiques constructives, surtout si elles s'adressent non pas à des membres du gouvernement, mais à des groupes de l'opposition. Ceci n'est pas étonnant, car l'analyse critique permet à son auteur de passer pour un esprit brillant alors que des propositions constructives — en particulier si elles ne sont pas immédiatement réalisables — font blâmer régulièrement leur auteur ; en effet, il est impossible de saisir de façon suffisante la réalité dans sa complexité et les éventualités qui y sont inscrites. D'une part nous manquons d'informations et d'autres part malgré tous nos efforts, nous sommes encore au stade de l'étude en ce qui concerne les idéologies de notre époque. C'est pourquoi les choses se dérouleront toujours de manière un peu ou totalement différente de ce que nous avions prévu.

(11) *Grasswurzelrevolution*, journal des non-violents allemands. Le titre est difficile à traduire en français ; littéralement, c'est « révolution au niveau des racines de l'herbe »...

Cependant, je pense que l'occupation de la Tchécoslovaquie en août 1968 et le putsch contre le gouvernement d'Allende au Chili devraient suffire à nous faire essayer des méthodes d'action concrètes sans nous soucier du qu'en dira-t-on ou de l'insuffisance de l'analyse préparatoire.

Dans mon pays au moins je ne veux pas jouer les Cassandre ; je préfère tenter avec une poignée d'objecteurs de conscience une expérience, apparemment facile, de formation à la solution non-violente des conflits, pour réaliser par l'action des hommes une nouvelle forme de politique de défense.

Théodor EBERT (Berlin)

traduction G. Godinot,

original allemand publié, sous le titre
« Basisdemokratische Wehrpolitik » dans la
revue trimestrielle *gewaltfreie aktion*
(n° 19-20, 1^{er} et 2^e trimestre 1974).

nous avons lu ...

L'INSECURITE DU TERRITOIRE

Dans son numéro 7 sur « armée et socialisme », Alternatives avait publié un texte de l'urbaniste Paul Virilio : « Une société paracivile » ; l'auteur montrait que grâce au pouvoir nucléaire, la classe militaire en était venue, de nos jours, à prendre le pas sur la classe politique, laquelle n'était plus que « le dernier et vague représentant d'une organisation humaine dépassée, finissante et faillible ». Cette étude avait été jugée difficile à lire par beaucoup de lecteurs, mais ceux qui avaient pris le temps de la travailler, l'avaient trouvée extrêmement intéressante.

Aujourd'hui, ce texte nous revient avec neuf autres, dans un « Essai sur l'insécurité du territoire », que Paul Virilio vient de publier aux Editions Stock, dans la collection « Monde ouvert ». Ce n'est pas plus facile à lire, mais c'est tout autant passionnant...

Yves Florenne, dans le numéro d'avril du « Monde Diplomatique », définit l'ouvrage comme un « ensemble n'ayant aucun caractère clairement cartésien, un discours cyclone où tournoient le système politique, le conditionnement social, l'organisation militaire, l'anti-psychiatrie, l'espace carcéral, les media, les communications, le nomadisme, la vitesse grand V, la violence plus grande V encore, que sais-je ? » Et c'est vrai que ce livre est cela ; qu'il est un grand jet d'idées qui éclatent dans tous les sens ; qu'il mêle « l'analyse, l'annonciation, la dénonciation et l'incantation » ; qu'il est le fait tout autant d'un philosophe, d'un sociologue, d'un futurologue, d'un écrivain que d'un urbaniste. Mais il est loin d'être un « fourre-tout » ! C'est, au contraire, une réflexion très fondée, par laquelle l'auteur nous fait pénétrer dans une histoire de l'Etat moderne, qui tend à se confondre avec l'utilisation et la production de l'espace par l'instance armée.

L'essai s'ouvre par une méditation — « Urbain trop urbain » — sur l'avènement du ciel dans l'histoire, entendez par là la révolution, à peine soupçonnée, qu'a apporté à notre vie quotidienne, horizontale et bidimensionnelle, l'apparition de l'aviation. En effet, relève Paul Virilio, de tout temps les villes avaient ponctué la conquête de la terre. Maintenant, l'offensive aérienne les détruit. Il n'y a plus, désormais, de villes situées à des centaines de kilomètres de tous les fronts : toutes sont survolées. Comble de l'ironie : à l'heure de l'occupation allemande, les soldats nazis étant dans nos murs, nos propres constructions servaient finalement à nous séquestrer, et la libération est venue de la destruction de nos cités par les alliés.

Mais on a reconstruit les villes comme si rien n'avait changé. Seules les armées, une fois de plus, ont bénéficié de l'événement, de cet avènement du dessus. Nous, nous continuons à vivre mollement adossés au sol, inconscients du fait que l'avion qui nous survole nous coupe la route. « On nous marche dessus », écrit Virilio, mais nous n'allons plus nulle part ». L'altitude des miradors satellisés signale l'étendue de l'impérialisme planétaire, comme jadis la hauteur du donjon signalait celle des possessions seigneuriales mais si la cité poursuit ainsi son assumption, c'est sans but.

Monde suicidaire ? « Etat suicidaire » dit Virilio, où tout est fondé sur l'administration de la peur. Le manque, l'angoisse, la fatigue, les observations solitaires qui poussent à croire que l'on est continuellement surveillé, suivi, menacé, interpellé, sont des réalités projetées par le système, comme sont projetées la guerre atomique, la famine, les conflits locaux, la misère, les désordres divers, la pollution. Ainsi, lorsque le Pakistan a connu sa tragédie, on a mis en place le cordon sanitaire prévu pour protéger les pays voisins mais on a laissé mourir les Bengalis.

Il en est fini de l'alternative entre paix et guerre. Paix totale et guerre totale aujourd'hui s'identifient : elles sont toutes deux des systèmes de ruine, et toutes deux sont devenues obligatoirement prospectives. L'économie de guerre est devenue modèle pour l'économie de paix, et ce n'est pas fortuitement que la gigantesque consommation des deux guerres mondiales a inspiré l'énorme consommation de la paix que nous connaissons. On a libéré techniquement dans la paix le processus matériel sans limite et sans but de la guerre totale...

A présent, il n'y a plus partage et choix entre bien et mal, vie et mort, santé ou maladie, paix ou guerre : il n'y a plus qu'un nouvel Etat totalitaire parfaitement défini ; il n'y a plus que des structures, des cadres d'intégration déjà choisis auxquels tout le reste doit se soumettre. Tout converge vers un « Etat final » universel, solution finale du problème humain et de la destinée, solution subordonnée à l'avancée de la société technologique dans une perspective criminelle absolue : l'arme absolue, la bombe !

Les groupements humains, la végétation, les animaux, les plans d'eau qui, 50 ans plus tôt, y abondaient, ont disparu d'une scène urbaine devenue minérale, développe Paul Virilio. Les places, les rues, encombrées de voitures, sont vides d'humanité comme celles d'une ville de fin du monde. Le pouvoir technologique s'est installé dans cette désynchronisation de notre conscience sans que nous y prenions garde, car l'au-delà d'un pouvoir dépeuplé, c'est l'image disparue du citoyen qui est dans la ville mais qui ne s'y montre plus, qui se terre dans son immeuble, son automobile, derrière sa fonction administrative et son monde d'instruments. Cette infrasociété est cependant inconnue parce que, dans son sein, chacun ne prend qu'une faible part au « crime général », chacun a un champ de participation à la mesure de son imagination criminelle et ignore tout, ou à peu près, de la dimension et de la nature du champ général où il se meut, où il agit. »

A la pseudo-civilisation des communications et du mouvement a succédé l'univers figé des majorités silencieuses. La planification universelle de la circulation des personnes et des marchandises a été mise à l'étude par l'O.T.A.N., et on peut affirmer qu'aujourd'hui, la grande force montante, ce n'est pas celle de l'Etat capitaliste, socialiste ou industrielle : c'est celle de l'Etat militaire. La société post-industrielle, c'est la société militaire...

Le livre de Paul Virilio donne au lecteur le vertige, et devant ce tableau d'une « paix qui tue », on risque de se sentir impuissant. Aussi cet essai vaudrait-il la peine d'être repris, avec à l'esprit cette question : quelle résistance opposer.

Christian Delorme.

BIBLIOGRAPHIE (très) sélective

1) Sur l'armée, le service militaire, la militarisation :

- BRACHET-PONS-TACHON, *La France militarisée* (Cerf, coll. « Objectifs », 1974).
CLICAN, *La France trafiquant d'armes* (Maspéro 1974).
PENNAC Daniel, *Le service militaire au service de qui ?* (Seuil, 1973).
MITRANI Daniel, *Où va le service militaire ?* (Téma, 1974).
BRULE Jean-Pierre, *L'arsenal mondial* (Centurion, coll. « Basic », 1975).
GERDAN Eric, *Dossier A... comme armes* (Alain Moreau, 1975).
MENAHEM Georges, *La science et le militaire* (Seuil 1976), 320 p.
CLARKE Robin, *La course à la mort* (Seuil 1972).
Revue ESPRIT : *L'armée et la défense*, Octobre 1975.
VIRILIO Paul, *L'insécurité du territoire* (Stock, 1976).
Revue ECONOMIE ET HUMANISME, Mars-Avril 1975, n° 222.
BROSSOLET Guy, *Essai sur la non-Bataille*, Paris, Belin, 1975.
M.A.J. (Mouvement d'Action Judiciaire), *Les droits du soldat* (Maspéro, 1975).
Revue PAIX ET CONFLITS, publiée depuis Nov. 75, par le Groupe de Sociologie de la Défense, Ecole des Hautes Etudes, 54, rue de Varenne, Paris 7^e. (Abonnement : 60 F par an).

2) Sur les différentes formes de résistance à l'armée :

- I.D.S., *La lutte pour un syndicat de soldats* (Maspéro, 1976).
PELLETIER, RAVET : *Le mouvement des soldats* (Maspéro, 1976).
REMY Bernard, *L'Homme des casernes*, (Maspéro, 1975).
RABAUT Jean, *L'antimilitarisme en France* (Hachette, 1975).
C.L.O., *Guide de l'objecteur de conscience* (B.P. 3063 - 31025 Toulouse, 3 F).
CATTELAIN Jean-Pierre, *L'objection de conscience*, (coll. Que sais-je, PUF 73).
I.C.I., *Conscience socialiste et insoumission* : n° 10 (oct. 74) des Cahiers de la Réconciliation : 5, rue Thorel, Paris-2^e.
BROSSAT, POTEL, *Antimilitarisme et Révolution*. Paris U.G.E. (10-18), 1976.

3) Sur l'alternative « Défense populaire non-violente » :

- MULLER, *Stratégie de l'action non-violente* (Fayard, 1972).
COLLECTIF : *Armée ou défense civile non-violente ?*, publié par Combat non-violent (1975) : BP 26, 71800 La Clayette, 6 F.
M.A.N., *Pour le socialisme autogestionnaire : Une Non-violence politique* (surtout le chapitre 4), Avril 76, MAN, 20, rue du Dévidet, Montargis, 6 F. C.C.P. 7185 A La Source.

M.I.R., *Les monographies de la défense civile* : 1. Résistance non-violente en Norvège sous l'occupation allemande (74). 2. La Bataille de la Ruhr (75). 3. Résistance non-violente sous des régimes communistes ? (75). à commander (2 F), au MIR, 5, rue Thorel, Paris-2^e.

Signalons enfin que le dernier numéro des *Cahiers de la Réconciliation* (Mars-Avril 76) contient deux articles très intéressants sur la résistance non-violente en Tchécoslovaquie. A commander (5 F) au MIR.

Nous n'avons retenu, dans cette bibliographie, que des ouvrages en français, récents et faciles à acquérir.

Toute personne désirant une bibliographie plus complète peut écrire aux adresses suivantes :

H. Ott, Le Cun du Larzac, La Blaquererie, 12230 La Cavalerie.

IRG-IFOR, 35, rue Van Elewych, 1050 Bruxelles.

groupe de travail sur la D.P.N.V.

Dans la perspective du socialisme autogestionnaire adoptée par le M.A.N., une tache prioritaire est la recherche sur les possibilités concrètes d'une défense populaire non-violente, sur ses conditions politiques, économiques, culturelles, etc... Cette recherche constitue l'un des éléments de la stratégie de « transarmement » présentée dans le texte d'orientation politique (cf. A.N.V. n° 15-16, pp. 115-117).

C'est pourquoi, à son Congrès de janvier 1976, le M.A.N. a créé un groupe de travail sur la DPNV, avec des structures qui permettent un travail décentralisé. C'est en effet essentiellement aux groupes locaux d'effectuer la recherche, en mettant en place des commissions DPNV. Le rôle du groupe de travail est coordinateur, chaque commission locale pouvant y envoyer un ou plusieurs délégués. L'accueil des personnes « isolées » peut ainsi se faire, non au niveau du groupe de travail, mais au niveau des commissions locales.

Le groupe de travail sur la DPNV n'est donc pas un regroupement d'objecteurs de conscience. Il ne faudrait pas, en effet, reproduire les schémas sexistes militaires en réservant la DPNV aux seuls objecteurs.

En tant que membres du M.A.N., les objecteurs, au même titre que tout autre membre, sont invités à participer aux commissions locales ; en tant qu'objecteurs, une contribution à la recherche et à la mise en œuvre d'une DPNV constitue, pour eux, la seule alternative au service militaire, même si, actuellement, ce n'est pas reconnu par la loi.

Lors de la dernière réunion du groupe de travail, à Lyon les 31 janvier et 1^{er} février derniers, plusieurs groupes locaux ont accepté de prendre en charge la coordination des recherches suivantes :

- Luttes sociales et résistances non-violentes (Paris) ;
- Résistance aux fascismes (Nancy) ;
- La militarisation de l'économie et de la société (Lyon) ;
- Stratégies militaires et résistances non-violentes (Orléans).

Le groupe de Montargis coordonne les traductions d'ouvrages et de documents ; l'équipe du Cun centralise l'ensemble de la documentation.

Pour participer aux activités du groupe de travail :

Prendre contact avec Hervé OTT, Le Cun, La Blaquererie, 12230 La Cavalerie.

Le groupe de Montargis recherche des traducteurs bénévoles d'anglais, allemand, suédois, hollandais, espagnol, tchèque et portugais. Ecrire au MAN-Montargis, 10, rue du Dévidet, 45200 Montargis.

CAMPAGNE ANTI-OUTSPAN

La campagne de boycott des oranges Outspan prend un bon départ: plus de 250 personnes au Congrès de lancement en avril. Des groupes un peu partout en France; des dizaines de milliers de commerçants contactés. Une action non-violente type (même sans l'étiquette !) à soutenir à fond... Contactez Campagne Anti-Outspan, 46, rue de Vaugirard, 75006 Paris.

SESSIONS

Le groupe MAN-Lyon organise deux sessions de formation dans un petit village du Forez :

- la première : initiation à la non-violence politique ; rôle du M.A.N. (du 26 au 31 juillet) ;
- la deuxième sera consacrée à une étude du phénomène de la militarisation de l'économie et du domaine social (du 1^{er} au 6 août).

Renseignements et inscriptions : M.A.N.-Lyon, 68, rue Mercière, 69002 Lyon.

Le groupe de Montargis organise une session de huit jours, du 15 au 22 août, au Cun du Larzac. Elle sera

consacrée à une étude du Texte d'Orientation Politique du M.A.N. Renseignements et inscriptions : V. Roussel, Le Chesnoy, 45200 Montargis.

LARZAC : désobéissance civile.

Le Quotidien de Paris du 13 avril dernier a publié la lettre ouverte au Président de la République signée par 533 contribuables qui refusent 3 % (ou plus) de leur impôt et s'engagent à continuer tant que le projet d'extension du Camp du Larzac ne sera pas abandonné. Ce chiffre ne représente que ceux qui font ce refus publiquement et collectivement, acceptant ainsi les risques pénaux du « refus collectif de l'impôt ». Mais il y a maintenant près de 2 000 personnes qui participent à cette opération 3 % Larzac : elles ont ainsi financé les deux tiers de la bergerie de la Blaquierie et financent désormais divers projets d'aménagement du plateau (chemins, téléphone, adductions d'eau, etc...). Pour tous renseignements : V. Roussel, Le Chesnoy, 45200 Montargis.

Parallèlement, les renvois de livrets militaires pour le Larzac se poursuivent : plus de 50 en avril, à l'occasion de la décision du Conseil d'Etat. Contactez J.F. Besson, B.P. 26, 71800 La Clayette.

ALTERNATIVES RETRO...

Nous continuons à recevoir beaucoup de demandes pour le n° 11 et surtout pour le n° 12 : malheureusement, ils sont épuisés. Si certains lecteurs acceptent de nous renvoyer leurs numéros 11 ou 12, nous prolongerons leur abonnement d'un numéro. Merci.

Nous rappelons que les numéros 9-10 (Afrique), 13 (Inde), 14 (Energie nucléaire, problèmes de développement, justice militaire) et 15-16 (TOP du MAN) restent disponibles pour 5 F ou pour 6 F (n° 9-10 et n° 15-16).

ABONNEZ-VOUS ABONNEZ-VOUS ABONNEZ-VOUS ABONNEZ-VOUS ABONNEZ-VOUS ABONNEZ

COMBAT NON VIOLENT

Hebdomadaire d'information sur l'action non-violente, B.P. 26, 71800 La Clayette.
Abonnement : entre 50 et 100 F selon possibilités...
C.C.P. 2756-34 R Dijon.

Pour le socialisme
autogestionnaire :

UNE NON-VIOLENCE POLITIQUE
Texte d'Orientation Politique du M.A.N.

On peut se le procurer :

- pour 6 F dans l'un des groupes du M.A.N.
- pour 7,15 F (6 + 1,15 de port) au secrétariat
du M.A.N., 20, rue du Dévidet
45200 MONTARGIS.
C.C.P. 7185 A La Source.

ERRATUM dans le N° 15-16 :

Page 107 depuis « Par ailleurs » (3^e ligne)
jusqu'à « dans les conflits de ce » (4^e ligne
avant la fin) : Tout ce morceau est à replacer
à la page 108 entre la 11^e et la 12^e ligne à
partir de la fin.

Page 115 : Rectifier ainsi les lignes 4, 5 et 6 du
paragraphe commençant par « Une politique
de paix... » :

« ... servent à le justifier. Une politique de paix
doit être fondée sur la reconnaissance de
l'existence des tensions, des conflits et des
crises qui servent de prétexte à la politique des
gouvernements. Les... »

alternatives non violentes

ABONNEMENTS

France : 30 F - Etranger : 35 F - De soutien : 50 F

Belgique : 200 FB - Suisse : 18 FS - Par avion, nous consulter

Chèques, mandats C.C.P. 2915-21 Lyon.

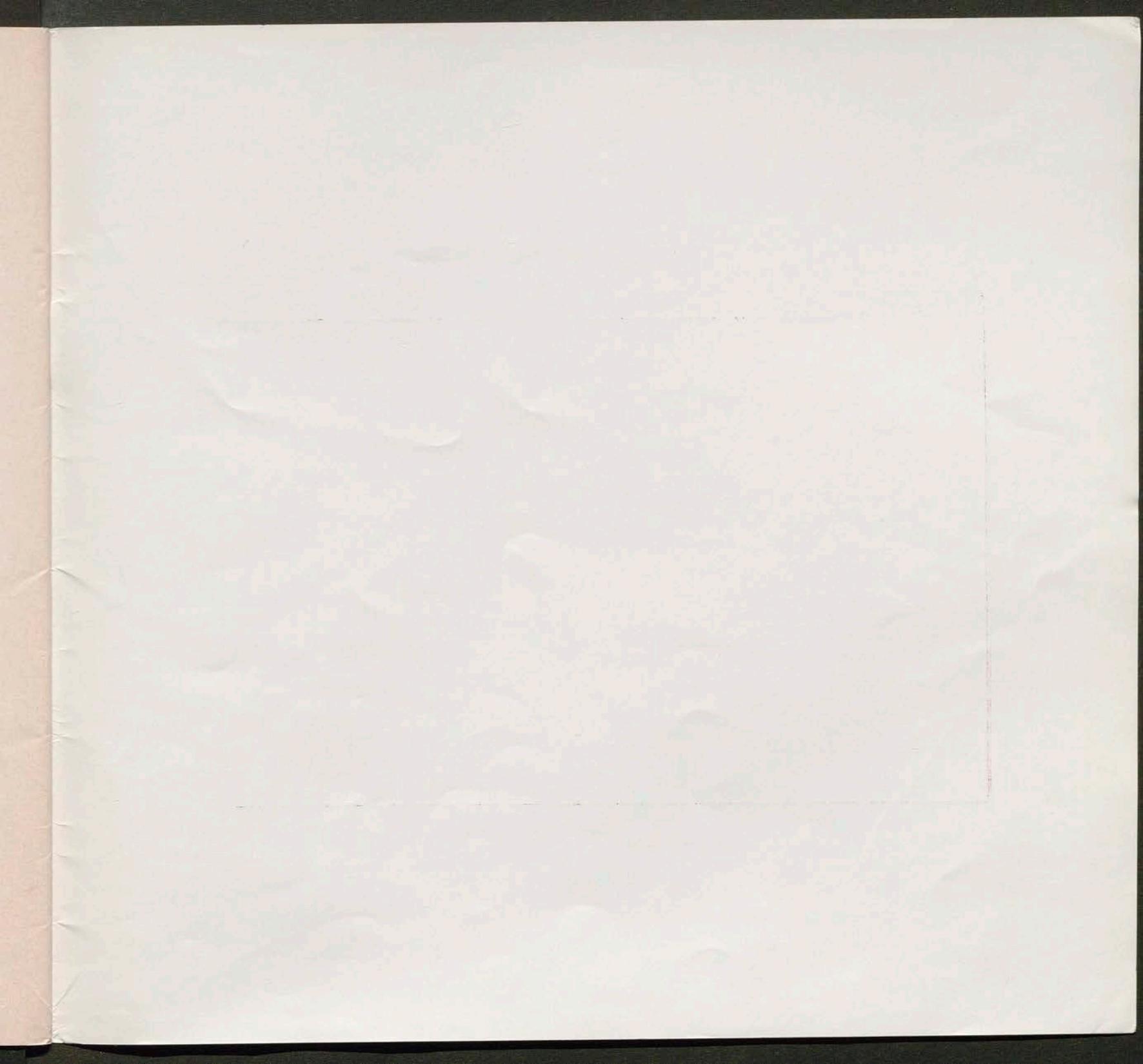
Adresse : 3, rue Lemot, 69001 Lyon. Tél. (78) 28-18-45

Comité de Direction : Christian DELORME, Georges DIDIER, Christian MELLON.

Directeur de Publication : Georges DIDIER.

On peut s'abonner à partir :

- du N° 13 (Inde)
- N° 14 (Centrales nucléaires)
- N° 15-16 (Une non-violence politique)
- N° 17 (Problèmes de défense)



sommaire

	<i>page</i>
Editorial	1
Table ronde CFDT - MAN - PSU sur la DEFENSE avec P. Autexier, P. Garnier, C. Bourdet, A. Joxe, J.M. Muller, J. Semelin	3
Lutter contre son gagne-pain ? par Jo DJIVELEKIAN, militant CFDT travailleur dans une usine d'armements	25
La défense civile : une défense démocratique. par Theodor EBERT	33